Critique Communiste Co

de la Ligue (section fo

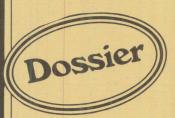
Ligue Communiste Révolutionnaire (section française de la IV^e Internationale)

juin 84 / 14 fr.

Sommaire

Oui, les 35 heures, pour l'Europe des travailleurs!

Un entretien avec Gilbert Declercq



FORCE OUVRIERE

Dérive du PCI lambertiste

Portugal: Les leçons d'avril

Débat Contribution de la LOR

Oui, les 35 heures, pour l'Europe des travailleurs!

ANS cette Europe soumise à la crise et au chômage, les classes ouvrières ont-elles pris le chemin de la contre-offensive? Des premiers pas dans cette direction ont été franchis récemment. Des luttes de masse indiquent que tôt ou tard, malgré le poids des difficultés et un désarroi réel, les travailleurs d'Europe ne laisseront pas abattre leurs conquêtes sans réagir.

De Belgique est venue, il v 1 quelques mois, une puissante grève générale

des fonctionnaires contre les plans d'austérité gouvernementaux.

De Grande-Bretagne vient un exemple d'une ténacité remarquable, le « non » des gueules noires britanniques à madame Thatcher : une longue et dure grève, obstinée, contre la fermeture des puits, et qui fait appel à la solidarité prolétarienne.

D'Italie, secouée par les puissantes mobilisations pour la sauvegarde de l'échelle mobile, vient l'exemple du refus des politiques d'austérité patronale et

gouvernementale.

C'est de RFA, enfin, pays de la classe ouvrière la plus organisée et la plus puissante d'Europe, que vient maintenant un autre appel : celui des métallurgistes allemands et de leur syndicat, l'IG-Metall, qui ont engagé un combat massif, organisé et déterminé pour les trente-cinq heures. « Nous ne pouvons tolérer 2,25 millions de chômeurs et plus demain! Seules les trente-cinq heures avec maintien du salaire pourront renverser la vapeur, sauver la classe ouvrière et ses organisations d'un affaiblissement désastreux. » Tel est leur message.

Les trente-cinq heures sont une revendication « stupide et absurde », couine le chancelier Kohl. Et Gattaz lui fait écho en affirmant l'opposition « totale et irréductible » du patronat français à cette revendication! Oui, le front commun des capitalistes d'Europe est total en ce domaine : ils mesurent avec inquiétude la portée internationale de la lutte engagée en RFA. Les trente-cinq heures sont la réponse centrale et unificatrice des classes ouvrières d'Europe occidentale contre le chômage ; l'objectif qui, par-delà les frontières, peut briser la tentative capitaliste de faire plier l'échine aux travailleurs sous le poids de la marée montante du chômage, de l'armée industrielle de réserve dont le capital a besoin pour reconstituer ses taux de profit.

Quand l'offensive des métallurgistes allemands tourne à l'épreuve de force, quand les travailleurs de notre pays ressentent l'importance pour eux du combat engagé outre-Rhin, comment accepter la misérable démission des dirigeants

du mouvement ouvrier français?

Pris au mot, Mauroy, lui qui avait annoncé que les trente-cinq heures ne pouvaient s'appliquer qu'à l'échelle européenne! Est-il toujours Premier ministre? Qu'il décide donc les trente-cinq heures en France, immédiatement et pour tous! Une telle mesure déciderait aussi de la victoire en Allemagne et, audelà, dans la majeure partie de l'Europe! Mais socialistes et communistes veulent d'abord s'entendre avec les patrons, marchander une homéopathique et hypothétique réduction du temps de travail, en échange de pertes de salaire et autres avantages acquis.

Au lieu de décider, Mauroy encourage les syndicats à agir plus pour les trente-cinq heures! Bergeron veut bien en discuter, mais « à froid ». La CFDT

ne veut pas confondre le syndicalisme français et le syndicalisme allemand. Quant à la CGT, elle se contente de saluer le combat des métallurgistes d'outre-Rhin, mais n'envisage pas de le rejoindre!

Ces dirigeants, qui veulent le mieux-être des travailleurs sans toucher un cheveu des capitalistes, ont en réalité peur de la lutte des métallurgistes allemands, de son écho européen. En effet, la contre-offensive ouvrière qui s'esquisse du nord au sud de l'Europe, et d'est en ouest, promet, si elle se prolonge et parvient à se coordonner, de bousculer les plans patronaux et de réduire à néant l'impossible conciliation tentée par les dirigeants réformistes. Car les forces des classes ouvrières européennes sont immenses ; et qu'il dépend de la conscience, de la détermination et de l'action de dizaines et de centaines de milliers de travailleurs avancés que ces forces se mettent en mouvement.

Oui, en ce mois d'élections au Parlement européen, ornement sans pouvoir d'un pouvoir capitaliste bien réel, l'heure est à la solidarité des classes ouvrières d'Europe. Solidarité avec les mineurs anglais, les ouvriers italiens, les métallurgistes allemands! L'heure est au combat commun pour les trente-cinq heures, à la popularisation de la grève européenne pour les trente-cinq heures!

Ainsi se dissiperont comme fumée les discours de Simone Veil, Thatcher ou Kohl sur « l'Europe des libertés ». Ainsi s'affirmera, contre l'Europe du capital et du chômage, l'Europe des travailleurs, celle qui construira le pont fraternel et solidaire entre le mouvement ouvrier d'Europe occidentale et celui qui vit, à l'Est, dans Solidarnosc.



Stuttgart, le 14 mai dernier. Début de la grève pour les 35 heures à l'usine Behr. Sur le métallo déguisé en robot : « 168 heures hebdomadaires pour les robots, 35 heures pour les hommes. »

Unité d'action, perspective socialiste et démocratie

Un entretien avec Gilbert Declercq

ilitant ouvrier dont la vie se confond avec les luttes du prolétariat de Loire-Atlantique et les grands choix pour le socialisme de l'organisation qui devint la CFDT en 1964, Gilbert Declercq demeure lui-même, dans ses engagements et la continuité de ses combats.

Membre de la CFTC depuis 1936, parmi les premiers dirigeants de la « minorité » à la Libération, responsable de la CFTC lors des grandes grèves de Nantes et Saint-Nazaire en 1955-56 après lesquelles son organisation devint majoritaire dans la région, membre de la direction nationale de la CFDT jusqu'en 1976, partisan résolu de l'action de masse et de l'unité avec la CGT, Gilbert Declercq fut aussi le rapporteur sur « la planification démocratique » dans la CFTC en 1959, un débat et un texte qui marquèrent profondément cette organisation syndicale et son évolution.

Aujourd'hui retraité et toujours militant actif, Gilbert Declercq a jugé nécessaire ces derniers mois d'exprimer publiquement ses réflexions (dans deux articles intitulés « La deuxième CFDT », revue Résister janvier 1984, et « Plus que jamais l'unité d'action », Témoignage chrétien du 10 mai. « On voit trop, dit-il, des gars un peu partout nationalement se décourager ». Et il précise aussitôt, dans un rire : « Il ne faut cependant pas compter sur moi pour faire le tour de France! Ce n'est pas un ancien qui mènera le combat à la place des jeunes ou qui en prendra la tête. A chacun d'agir à sa place. »

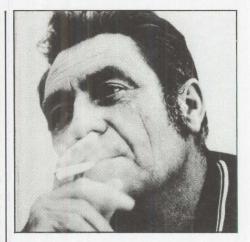
Nous nous félicitons de pouvoir publier cette interview, contribution aux débats en cours dans le mouvement syndical. Gilbert Declercq en profite d'ailleurs pour nous adresser des questions, souhaitant que la LCR s'explique davantage sur sa conception des rapports parti-syndicats et sur tous les problèmes qu'elle pose, de la pratique immédiate aux textes de Lénine en 1920 et retour. Un débat important, chacun le voit, et que nous n'avons pas l'intention d'esquiver.

Rappelons enfin que des articles de Gilbert Declercq ont été réunis et publiés sous le titre *Syndicaliste en liberté* (Seuil, 1974), et qu'il a collaboré au livre *la CFDT* (Collection Point politique, 1971). Cette courte présentation faite, laissons lui la parole. Gilbert Declercq parle en militant, avec force et nettement, tout en se refusant à des polémiques trop personnalisées.

Pour réagir devant la confusion créée au nom d'idées soi-disant « modernes », je voudrais commencer par une question très simple. Comment définis-tu le syndicalisme?

Le syndicalisme a une vieille définition, qui me semble toujours bondefindre les intérêts des travailleurs.

ne. Je ne vois vraiment pas pourquoi on la changerait. C'est la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs. Cela veut dire que nous n'avons pas la responsabilité « des intérêts généraux de la nation ». Nous avons un rôle qui est tout simple : défendre les intérêts des travailleurs.



Car les travailleurs ont des intérêts à défendre, face aux patrons, face à leurs employeurs. Et le syndicalisme, c'est le regroupement : au lieu que chacun défende son beefsteack, les gens s'organisent en syndicats et se défendent collectivement. Précisons aussi le sens de ces « intérêts matériels et moraux ». « Matériels », c'est le salaire, les conditions de travail, l'emploi. « Moraux », c'est la dignité, ne pas être traité comme un chien, comme un type minable mais comme un être humain, absolument à égalité avec les autres citoyens de ce pays.

Ce syndicalisme, notamment en France, a toujours eu deux volets importants. Le syndicalisme professionnel, c'est à dire la défense des intérêts des travailleurs dans leur industrie, leur profession, leur entreprise. Et puis aussi l'action interprofessionnelle, qui me semble avoir une importance plus forte en France que dans beaucoup d'autres pays, avec ses traditions des bourses du travail. Et nous sommes dans toute cette région très attachés aux bourses du travail, c'est à dire à la défense des travailleurs sur le plan de leur quartier, de l'habitat, de la prévoyance sociale qui intéressent toutes les professions, le problème des loisirs avec la nécessité d'avoir des associations qui permettent aux travailleurs de profiter des congés payés qu'ils ont obtenus par leur action. C'est aussi l'action sur les problèmes d'information, d'éducation, qui sont des problèmes interprofessionnels et qui font partie de la lutte de classes des travailleurs dans cette société. Il faut tenir les deux bouts de la chaîne : l'action professionnelle et l'action interprofessionnelle.

• Tout cela a une dimension politique indiscutable...

Oui. Il est évident qu'on ne peut pas mettre sur le même plan des hommes politiques de gauche, qui par exemple, essaient d'étendre les droits syndicaux et des hommes politiques de droite qui, eux, mettent en cause l'inspection du travail sur le thème « on nous empêche de travailler dans les entreprises avec les contraintes administratives ». Il en est de même pour les centres de santé, qui amènent une autre manière d'envisager les soins et la promotion de la santé, et qui sont combattus par toute la droite et par les médecins prétendus libéraux. Mais de telles prises de position politiques ne sont pas des prises de position de parti.

• Du point de vue syndical, quel bilan tires-tu de la politique gouvernementale et des relations entre syndicats et gouvernement?

Je ne suis pas juge de l'ensemble des problèmes et je n'ai pas de responsabilités syndicales au niveau national. Je constate simplement que dans le secteur que je connais bien comme militant actuellement, celui des retraités, il y a certainement eu des progrès considérables. Par exemple, une augmentation substantielle du minimum vieillesse : 2 337 francs en janvier 1984. Il y a également eu, au départ, la création des Coderpa (comités départementaux des retraités et personnes âgées) qui nous a permis de siéger avec la moitié des représentants provenant des associations de retraités.

Ceci dit, depuis deux ans, on est en train de subir la politique de rigueur. Le pouvoir d'achat des retraités a diminué de 1,3 % l'année dernière, et pour cette année on nous propose 4 % d'augmentation alors qu'il était envisagé une hausse des prix de 5 %, qui sera largement dépassée.

Nous subissons donc la politique de rigueur, et notamment la décision prise par Mitterrand de diminuer de 1 % les prélèvements obligatoires pour l'année prochaine. Chaque fois que, du point de vue des retraités, on pose le problème de la diminution du pouvoir d'achat, ou les problèmes de centres de santé, on nous répond, sur le plan gouvernemental : « il y a un impératif. Il faut diminuer de 1 % la pression fiscale et les cotisations sociales ».

Un impératif? Ceci est invraisemblable! Mitterrand, qui a écrit contre de Gaulle « le Coup d'Etat permanent » a fait là un coup d'Etat à sa façon. Il n'a demandé l'avis de personne. Il a décidé tout seul. Et du point de vue des retraités nous en sommes à subir une politique réactionnaire : diminuer les impôts et les cotisations sociales conduit immanquablement à diminuer les prestations sociales et les équipements sociaux.

• Quant aux relations entre syndicats et gouvernement, on ne peut pas dire que les directions syndicales aient manifesté une volonté de mobilisation!

Si, si ! Nous essayons, au plan régional. Nous avons fait des propositions, ces derniers jours, pour une action régionale des retraités en proposant cette action à des organisations de retraités et aux camarades de la CGT. Nous l'avons proposée pour la rentrée parce qu'en juin-juillet-août

les retraités ont un emploi du temps fort agréable qu'ils n'ont pas l'intention d'abandonner. Mais, pour la rentrée nous espérons faire des choses importantes si nos collègues répondent affirmativement à notre proposition: nous espérons rassembler au moins 5 000 retraités.

Il faut d'ailleurs bien comprendre cette réalité nouvelle des retraités : il y a dix ou quinze ans, en arrivant à la retraite à soixante-cinq ans, la plupart étaient usés jusqu'à la corde. Sauf à l'EDF et à la SNCF où ils avaient imposé la retraite plus tôt par leurs luttes. De plus, la retraite était égale à 40 % du salaire des dix dernières années, les plus mauvaises souvent...

A mettre à l'actif de ce gouvernement, quand même, il v a la retraite à soixante ans. Grâce aux luttes que nous avons menées depuis vingt-cinq ans, nous avons maintenant une retraite à soixante ans avec 70 % du salaire des dix meilleures années. Les retraités ne sont pas des rentiers. Ce sont des travailleurs en retraite. Toute une génération de travailleurs qui sont en forme. Se sentent encore des travailleurs. Et doivent pouvoir lutter avec les autres travailleurs pour l'amélioration de leur situation contre la baisse de leur pouvoir d'achat.

L'unité d'action sur des objectifs voulus par les travailleurs

Tu ne veux parler, sur le bilan des directions syndicales, que comme militant d'un syndicat de retraités... En revanche, en regardant vers l'Allemagne où l'IG-Metall a su construire une mobilisation face au chômage, ne peut-on en tirer des leçons générales sur les voies et les moyens de la mobilisation en France même?

Les travailleurs allemands nous donnent une sacrée leçon. Plutôt que de parler de « partage du travail », qui a une allure un petit peu défensive, qui sous-entend le partage des revenus, les travailleurs allemands présentent les 35 heures d'une manière vraiment dynamique. Ils disent : « Nous voulons les 35 heures ». Il y a là une belle leçon. Il est vrai qu'ils bénéficient d'une centrale unique : cela doit être plus facile...

Mais, en France, la CGT, FO et la CFDT disent « Nous voulons les 35 heures. » Cela devrait pouvoir être un

objectif commun. Et on n'arrive pas à avoir des luttes communes pour cet objectif. Il ne faut pas dire en effet « Partageons le travail ». Il faut dire : « Exigeons les 35 heures », comme nous nous sommes battus pour les 40 heures.

• Et du point de vue des formes d'action?

Tant qu'il n'y aura pas d'unité d'action, au moins entre la CGT et la CFDT, on n'arrivera pas à déterminer des formes d'action réellement efficaces, parce que les travailleurs n'y croieront pas.

Actuellement, il y a une déception chez les travailleurs : ils sentent que les organisations syndicales ne s'entendent pas et les projets de mobilisation, faits par une centrale ou par une autre, ne marchent pas. L'unité, en effet, ne se réalise que pour des actions défensives : contre des licenciements. Par exemple, à Nantes, les camarades de la CGT et de la CFDT de Dubigeon font des actions communes, et ça marche: réduits au point où l'usine menace de fermer, les travailleurs rejetteraient au rencart l'organisation syndicale qui voudrait refuser l'unité!

Mais la lutte pour les 35 heures, elle, n'est pas une simple action défensive : on se bat sur cet objectif à cause des problèmes d'emploi, mais aussi pour mieux vivre, pour avoir du temps libre, du temps pour vivre.

• Pour mobiliser, est-il acceptable d'opposer les 35 heures et la défense du pouvoir d'achat?

Je pense que les deux revendications doivent être mises en avant ensemble. Mais il faut préciser comment. D'abord, soulignons-le, dire de façon générale «On accepte une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs », ça ne passe pas : les travailleurs se rendent bien compte de leurs problèmes réels! Par contre, dans une entreprise donnée où il y a des difficultés considérables que personne ne nie, si une discussion a lieu dans l'entreprise avec les travailleurs consultés en permanence, il peut arriver que ceux-ci adoptent une position du type: on va diminuer la durée du travail pour éviter les licenciements mais on sait que cela entraînera un baisse du pouvoir d'achat au moins un certain temps. Cela n'est pas un axe revendicatif général; mais le cas d'une entreprise donnée, à un moment donné. Et je fais confiance aux travailleurs pour en décider.

On a eu le cas concret en Vendée. Une entreprise a dit : « Je peux embaucher des chômeurs de la ville si on diminue la durée du travail mais il y aura une baisse du pouvoir d'achat. » Dans ce cas concret, où les travailleurs savaient que ce seraient leurs filles qui seraient embauchées, ils ont donné leur accord. Les travailleurs en ont discuté, ils ont voté et ensuite les syndicats ont signé. Ce sont, je le répète, des cas concrets, précis, localisés.

Cela ne peut en rien être une espèce d'orientation générale qui me semble contraire à ce que veulent les travailleurs : ils veulent un emploi et un pouvoir d'achat au moins stabilisé. Au plan national, on ne peut pas mobiliser en disant : « On veut une baisse de la durée du travail et du pouvoir d'achat. » Les gars ne se battent pas pour ça.

• Peux-tu préciser comment surmonter la division entre organisations syndicales. Cela n'est pas insurmontable...

Je veux être très clair sur ce point. J'ai eu l'occasion d'écrire que je regrettais que la CFDT se soit installée dans la désunion. Mais, en fonction de tout ce que j'ai pu voir, de tout ce que les militants ont observé, il n'y a pas de problème : la CGT porte la responsabilité de la désunion, depuis environ l'année 1977. C'est une tactique de désunion dont elle a la responsabilité. Je continue à penser que la CFDT aurait dû dénoncer, dénoncer avec vigueur cette désunion et être unitaire non seulement pour deux mais pour trois et pour quatre. Elle aurait dû mener une campagne énergique et forcer la CGT à abandonner cette tactique sec-

Cette situation n'est pas insurmontable. Il est encore temps, il est encore possible, face à la situation qui se dégrade, de mener cette politique unitaire en exigeant l'unité d'action. Encore une fois, je vais paraître jouer à l'ancien combattant. Mais nous avons connu dans le passé, du temps même de la CFTC. une époque où la CGT était au moins aussi sectaire qu'elle l'est aujourd'hui. Et nous nous sommes bagarrés en disant : « Nous voulons l'unité d'action »; et nous avons fini par l'obtenir. Ce n'était pas facile, mais nous avons fini par l'obtenir. Et c'est grâce à ca si nous avons eu des résultats importants, notamment dans département de Loire-Atlantique.

Mais c'est vrai qu'actuellement, il y a des corporations, comme la métallurgie ou le bâtiment où localement, un accord est quasiment pris pour des actions communes et où la CGT décide tout d'un coup une action qui met en l'air toutes les propositions qu'on avait fait pour l'union.

Agir sans attendre un accord entre états-majors

• Mais les directions nationales de la CGT et de la CFDT refusent l'unité d'action. Qu'est-il possible de faire?

Il est possible de continuer d'agir au niveau local, départemental ou régional. Ce n'est pas facile parce qu'il y a une espèce de caporalisme qui soumet tout aux décisions nationales. Certes, je vois dans ce département des efforts qui n'ont pas abouti. Dans la métallurgie par exemple, la CFDT a cherché l'entente pour la défense du pouvoir d'achat et l'emploi... Mais il faut persévérer.

En ce qui concerne les retraités, par exemple, nous avons fait des propositions d'action au niveau

régional pour la rentrée.

Il ne faut pas seulement attendre un pur accord des états-majors. Si on peut l'avoir, c'est très bien. Je ne méprise absolument pas l'accord entre les états-majors confédéraux. C'est une des clés du succès. Mais ce n'est pas la seule clé. Je pense que, si en janvier 1966 on a réussi un accord entre la CGT et la CFDT cela a eu des effets importants dans les deux années qui ont suivi : et je pense même que c'est la succession de ces luttes qui a permis en mai-juin 1968 de voir la classe ouvrière mener l'action avec les étudiants. Un accord des confédérations, ce n'est pas négligeable. Mais, si les difficultés sont à ce niveau, pourquoi ne pas essaver de faire ailleurs cette unité d'action?

Encore une fois, il ne s'agit pas de l'unité d'action pour l'unité d'action. Il s'agit de l'unité d'action sur des objectifs clairs, simples, concrets, acceptés et voulus par les travailleurs. Pas le catalogue de tout : il s'agit de saisir les deux ou trois points importants et prioritaires qui permettent aux travailleurs d'agir.

A un moment donné, il faudra bien qu'au niveau des confédérations l'accord se fasse. Mais il se fera d'autant plus facilement que l'unité d'action se sera bien passée, sans sectarisme de part et d'autre et sur des objectifs qui, au fond, sont ceux des travailleurs et deviendront ceux des confédérations • Donc, les syndicalistes doivent, partout où ils se trouvent, développer l'unité d'action.

C'est évident. Dans mon département, d'ailleurs, je ne connais que des gens qui sont partisans de l'union. Je n'en connais pas qui soient partisans de la division.

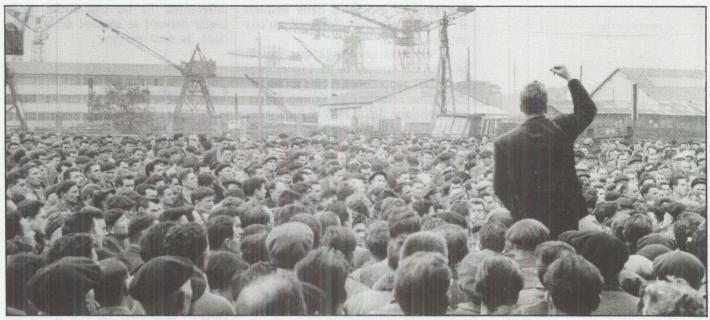
• Avec une difficulté cependant : toute une série de décisions sont prises par le gouvernement, et un gouvernement qui dit qu'à cause de la crise économique il est obligé de faire ce qu'il fait. Bref, on dit aux travailleurs que les décisions sont justifiées pour des raisons qui les dépassent. Et ce type de situation exige des actions nationales, pour permettre à tout le monde de se retrouver à la fois.

Oui, mais s'il pouvait y avoir une unité d'action intersyndicale au niveau national je n'en serais que d'accord. Si cela ne se fait pas, ce n'est pas une raison pour ne pas le faire au niveau local, départemental ou régional si on peut. Si, par exemple, nous réussissons une unité d'action valable, avec des milliers de manifestants sur le problème des retraites, pourquoi les autres régions ne le feraient-elles pas à leur tour en disant: « Nous sommes d'accord avec ce qui s'est fait dans les pays de Loire. » Dans ce cas-là, on aura un mouvement d'ensemble. Et je ne vois pas comment la CGT pourra ensuite refuser de rencontrer la CFDT sur ce problème-là. Les organisations syndicales de retraités sont toutes pour la garantie du pouvoir d'achat. Or, il a baissé en 1983 et baissera en 1984. Nous sommes d'accord pour agir? Pourquoi ne pas le faire « tous ensemble »!

Dans la CFDT, des points de vue différents doivent pouvoir s'exprimer démocratiquement

• Dans cette perspective de construction de l'unité et la mobilisation d'ensemble, des syndicats se regroupent parce qu'ils sont en désaccord avec l'orientation confédérale. Toi même, que penses-tu de ces phénomènes de débats et de regroupement au sein de la CFDT?

Je pense que la CFDT est une organisation très ouverte où les points de vue différents doivent



Fortes et anciennes traditions de luttes ouvrières en Loire-Atlantique : meeting de travailleurs de la construction navale de Nantes-Saint-Nazaire, il y a plus de vingt ans.

pouvoir s'exprimer. J'ai lu ce qui se dit dans la presse... Je pense que cela doit se faire de facon démocratique : il ne peut s'agir d'individus qui se regroupent mais des organisations, si elles l'estiment nécessaire. Un syndicat, une union locale, etc. ont un point concret de désaccord avec la confédération; si jamais une autre organisation syndicale a les mêmes points de vue, ils doivent pouvoir déposer ensemble des motions, des amendements, des résolutions.

Ceci dit, cela n'a pas été ma démarche dans les articles que j'ai publiés et que tu as cités. Si des militant en tant que tels veulent donner leur point de vue dans un journal, ce n'est pas l'expression d'un regroupement de syndicats. Il faut qu'on distingue le point de vue de militants qui s'expriment librement sur des sujets de désaccords. Cela ne saurait se confondre avec une tendance ou une contestation de caractère organique. Par contre, s'il s'agit de points de vue syndicaux différents, cela doit être fait d'une manière démocratique, à partir des positions des structures syndicales, et non pas seulement à partir des points de vue individuels. Toutes les organisations démocratiques connaissent cette situation.

• Cela ne te paraît pas du tout choquant que plusieurs dizaines ou centaines de syndicats se regroupent discuter de l'orientation confédérale, du moment qu'ils percoivent que celle-ci ne va pas?

Si des organisations syndicales se mettent d'accord sur une certaine

le même respect démocratie qu'on l'a fait dans la minorité de la CFTC, cela ne me semble pas choquant. Evidemment, des organisations comme celles-là ont intérêt à ne pas se contenter de critiquer mais à faire des propositions concrètes, des propositions réalistes, si elles veulent avoir du crédit. Mais, de cela je suis très mauvais juge puisque l'organisation à laquelle j'appartiens, l'union locale des retraités de Nantes ou le syndicat des métaux ne me semblent pas jusqu'ici participer à des activités de ce genre.

Parti/syndicat un débat vieux de cent ans

• Une fois précisé ce que tu penses sur les regroupements d'opposition entre structures syndicales, il vaut la peine de s'arrêter un moment sur les questions, ou les critiques, que tu as à adresser aux activités de la Ligue, ou aux militants de la Ligue dans les syndicats. Tu avais d'ailleurs saisi l'occasion de ton article dans Résister pour signaler cette interrogation...

Il y a un débat de fond avec les camarades de la Ligue, et pas seulement avec la Ligue: c'est un débat de tout le mouvement ouvrier depuis cent ans, sur le rôle respectif des syndicats et des partis.

On trouve ça avec la Ligue. On l'avait trouvé à un moment donné au CERES au sein du Parti socialiste. On le trouve par rapport au PC. Ce qui orientation, de la même manière et est en cause, c'est la conviction selon

laquelle, dans le mouvement ouvrier, le parti joue un rôle prioritaire. Le mouvement ouvrier est composé de syndicats. de partis politiques. d'associations familiales. mutuelles... C'est tout un monde qui agit. Or, un certain nombre de camarades ont la conviction que dans tout cet ensemble le parti politique -l'avant-garde —, connaît, lui, mieux que tout le monde, l'objectif à poursuivre et le chemin pour y aboutir. Et les autres associations sont donc un peu des « courroies de transmission » qui relient la masse au parti. C'était très clair dans certaines déclarations du CERES: le parti serait en quelque sorte la tête qui, recouvrant l'ensemble du mouvement ouvrier, doit le guider. Autrement, comme disait je crois Lénine, on tombera dans le trade-unionisme.

Une telle conception fait qu'on a le sentiment que les camarades qui pensent cela préparent leur réunion de syndicat et s'arrangent par des interventions programmées pour orienter le syndicat vers l'objectif qu'ils s'étaient tracés. Je ne mets pas en cause leur honnêteté, ni leur sens socialiste. Je mets en cause la stratégie fondamentale, car je pense que le syndicat a sa propre autonomie en ce qui concerne l'objectif et les moyens pour y parvenir. Qu'il y ait des possibilités de discussion entre partis, syndicats, associations, mutuelles, pour essayer de voir quel objectif atteindre, oui. Mais l'un ne doit pas diriger l'autre. Et, à tort ou à raison, ce qui est perçu c'est que les camarades de la Ligue essayent d'être la tête pensante et de programmer leur action pour faire

parvenir les syndicats dans lesquels ils se trouvent vers l'objectif qu'eux se sont tracés.

C'est dans ce sens-là que j'ai dit que les camarades de la Ligue, dans la CFDT, reprochent moins à l'équipe dirigeante actuelle d'avoir une démarche politique déformant et paralysant le syndicat que d'avoir une démarche politique autre que celles qu'ils souhaitent.

Notre conception n'est pas que le syndicat serait simplement un instrument pour les luttes immédiates. Le syndicat est un instrument pour l'unité de la classe ouvrière. Ce qui veut dire que c'est tout autre chose qu'un endroit où on se contente de faire reprendre un mot d'ordre sans souci de la construction du syndicat et de son ancrage de masse. Il nous paraît décisif que les mots d'ordre ou les analyses soient discutées de manière la plus large qu'il est possible.

Vous ne pouvez pas dire que cela corresponde exactement à ce que Lénine a écrit en 1920 : les fractions doivent prendre la direction des syndicats! Sur le plan des principes stratégiques, vous ne pouvez pas vous contenter d'oublier ce texte de Lénine.

• Le problème que tu poses, ce n'est pas en soi celui de l'organisation de fractions. Logiquement, des militants d'une organisation politique sont coordonnés pour discuter de leurs activités. Ce serait stupide d'être dans un parti politique et de ne jamais discuter de ce qu'on fait dans les syndicats. Le problème est plutôt le rapport entre les militants d'un parti, de la LCR, et les masses, les organisations de masse. Car il est logique qu'un parti soumette ses propositions aux travailleurs. Le problème est le type de rapport entre les fractions politiques, quelles qu'elles soient — à la limite, ce peut être une fraction de l'ACO (Action catholique ouvrière) - et un syndicat. Peut-être un débat plus détaillé ferait-il apparaître qu'il y a moins de divergences qu'il n'y paraît.

Une chose est sûre: voilà comment vous êtes perçus. Est-ce une divergence de fond ou sur la pratique? C'est à voir. Il y a des pays, en effet, où, dans les syndicats, il y a des tendances reconnues (démocrate-chrétiennes, socialistes et communistes dans certains syndicats d'Amérique latine par exemple. Et on

le cas d'Israël). Mais en France, les traditions sont différentes. Et les camarades de la Ligue doivent se soucier de la façon dont ils sont perçus.

La Ligue devrait clarifier ses conceptions

• Tu crains que cela stérilise la vie du syndicat en empêchant les discussions?

Non! Parfois, cela peut même créer l'occasion d'une discussion utile. Mais, en revanche, cela peut amener des camarades à se faire rejeter indépendamment de leurs qualités: il peut y avoir du sectarisme dans les deux sens. Celui des gens qui viennent avec leurs idées politiques toutes préparées. Et celui des gens qui disent: « puisqu'on sait que tu es de la Ligue, tout ce que tu diras c'est des conneries! »

Vous ne pouvez pas ignorer qu'un grand nombre de militants qui n'approuvent pas la démarche confédérale actuelle sont parfois inquiets de la manière dont les camarades de la Ligue agissent. A tort ou à raison.

• C'est donc un débat qu'il faudra à la fois mener au niveau des principes et au niveau de la pratique.

Pour le moins, il faudrait que la Ligue s'explique davantage. Qu'elle dise en quoi le point de vue de Lénine en 1920 lui semble juste et en quoi il lui semble mauvais. En quoi précisément elle le désapprouve. En quoi l'attitude des militants du PCF dans la CGT vous semble mauvaise. Parce qu'en apparence, il peut sembler que vous preniez la même voie.

• Et bien, c'est un vrai débat!

Un très bon débat, qui peut enrichir le mouvement ouvrier. Et qui, aujourd'hui, serait tout à fait utile et opportun.

Pour nous, il sera plus facile à mener, comme organisation, avec des gens qui nous reconnaissent comme un courant du mouvement ouvrier. Nous n'avons en effet pas la conception du syndicalisme qui est celle du PCF. Pour nous, le respect de la démocratie syndicale est une règle, de même que le respect du fonctionnement fédéraliste des syndicats. En effet, notre objectif est que, au travers de la pratique, par l'expérience acquise dans les luttes de

classes, les travailleurs avancent vers une autre société, socialiste, dans laquelle ils exerceront eux-mêmes le pouvoir. Nous nous méfions donc à l'extrème de tout ce qui peut développer ou maintenir les phénomènes de délégation de pouvoir à la place d'une élévation de la conscience et des capacités des masses.

Dans le syndicat, cela a une traduction nécessaire: grâce à la démocratie syndicale. il s'agit réellement de mettre en mouvement la grande masse des militants, des synet des travailleurs. dicats de n'empêche pas faire propositions. Même si la discussion n'aboutit pas à ce que telle ou telle orpolitique jugerait le ganisation meilleur. En effet, il faut laisser la place à un enrichissement par la confrontation entre ce qu'un parti a élaboré et ce qu'apporte le débat de

Ceci dit, nous sommes une petite organisation, fortement en butte pendant de longues années à des manœuvres pour nous marginaliser. Et logiquement, cela entraîne pour être efficace, un souci tactique important. Avec, parfois, le risque d'agir avec impatience...

Je comprends parfaitement cela. Mais c'est une raison de plus, pour vous, de donner clairement toutes les explications sur vos conceptions. Pour que le débat permette de poser les vrais problèmes et de dépasser ceux qui, éventuellement, seraient de faux procès. Réellement, cela serait enrichissant pour tout le mouvement ouvrier actuellement.

Planifier, c'est produire pour les besoins

• Maintenant, je voudrais aborder des questions que nous avions laissé de côté pour partir d'une définition élémentaire, indispensable, du syndicalisme. Dans le rapport pour le dernier Conseil national confédéral (CNC), Edmond Maire explique qu'un certain nombre de perspectives auxquelles la CFDT avait cru dans le passé doivent être jugées comme inadaptées aujourd'hui. Il en est ainsi de toutes les persde la planification démocratique. A cause du poids des multinationales et du commerce international, il faut, selon lui, envisager une économie contractuelle et pas une de planification perspective démocratique. Ouel lien vois-tu entre ces problèmes d'orientation généraux et les revendications? Et penses-tu que les perspectives de la CFDT sont usées, dépassées?

Je pense que, à l'évidence, tout évolue. Devrait-on écrire aujourd'hui le rapport sur la planification démocratique, il est possible que nombre de données seraient analysées, qui ne l'ont pas été à l'époque. Par exemple, sur l'ouverture des frontières qui m'apparaît comme une raison supplémentaire de faire des prévisions pour maîtriser le développement.

De quoi s'agissait-il quand on parlait de planification? On disait ceci : quels sont les besoins essentiels des travailleurs? A la fois les besoins matériels et moraux. En fonction de faut-il produire? que troisième élément, quels tissements faut-il réaliser pour assurer cette production et donc satisfaire ces besoins? Sur l'essentiel, il s'agissait bien de maîtriser les investissements. Pourquoi actuellement, étant donné l'ouverture du marché, ne reprendrait-on pas cette idée qui nous a semblé essentielle, dans la région, d'une régie nationale de la machineoutil? Parce que c'est précisément un secteur dans lequel on peut jouer pour limiter la dépendance de la France par rapport à d'autres pays. On peut très bien conclure, avec une planification, à la nécessité d'une régie nationale de la machine-outil. Pour produire ces biens. Puisque 43 % de nos machines-outils sont importées, ce serait un développement industriel source d'indépendance nationale.

Pour terminer avec cette critique de la planification, quelle est cette idée, abominable, de contrat? Nous n'avons pas, nous organisation syndicale, à signer un contrat avec les pouvoirs publics ou les patrons. Ce serait limiter notre indépendance. La planification, c'est essentiellement la participation des travailleurs et des citoyens à tous les niveaux de la définition du plan; à la définition d'objectifs prioritaires et donc des investissements nécessaires pour y répondre. Le syndicat ne doit pas être engagé par le plan. Il ne vote pas le plan. Son rôle essentiel est l'expression des besoins des travailleurs.

Parler de contrat signé par le syndicat, ce ne serait pas dépoussiérer, mais mettre en cause l'orientation fondamentale de la CFDT pour une planification démocratique à même de répondre aux problèmes d'aujour-d'hui

Cela dit, dans le rapport, il est dit

qu'un certain nombre d'illusions ont été entretenues au sujet de l'autogestion. Je ne serais pas loin d'être d'accord. Car j'ai toujours pensé que. pour arriver l'autogestion il fallait d'abord arriver à la socialisation des secteurs-clé de l'économie. Seule cette socialisation permet un plan, par la maîtrise des investissements. Et ce n'est que dans la mesure où on a réussi à maîtriser le développement qu'on peut faire de l'autogestion. Car on ne peut gérer que ce qu'on possède.

• Mais, en ce moment même Jean-Paul Jacquier écrit souvent — et par exemple dans CFDT-Aujourd'hui du mois de mars dernier — que l'entreprise, avec tous ses partenaires y compris patronaux prenne la voie de l'autogestion!

Pour moi les patrons ne sont pas des partenaires. Ce sont des adversaires. Le mot partenaire vient du mot partie et je ne joue pas la même partie avec les patrons.

• Si on examine le bilan du gouvernement à la lumière des objectifs que s'était fixée la CFDT, on constate que les nationalisations qui ont eu lieu ne se sont pas accompagnées d'une transformation de leur fonctionnement. La socialisation n'a pas eu lieu. On constate aussi qu'il y a eu la nationalisation des banques sans la création d'une banque nationale d'investissement, etc. Autant d'objectifs que le rapport pour le CNC écarte comme « des idées d'il y a vingt-cinq ans »...

En matière de nationalisation, il aurait fallu aller plus vite : le pouvoir politique de gauche aurait dû procéder, après discussion en commission, à un vote bloqué, puisque le Parlement avait été élu pour ça. On a dit : « Que va dire la bourgeoisie si on emploie l'article 49-3, le vote bloqué ». Mais elle n'aurait pas gueulé plus fort qu'elle n'a gueulé! Ou'il s'agisse des nationalisations, des lois Auroux ou de la décentralisation, autant je suis convaincu qu'il faut laisser la minorité de droite s'exprimer en commission, autant je ne vois pas pourquoi on passe des mois avant d'aboutir à la nationalisation des secteurs-clé de l'économie.

Quant à nos perspectives, en 1959, on avait mis le projecteur sur la nationalisation effective de la banque, du crédit, avec création d'une banque nationale d'investissement, des banques régionales d'investissement permettant d'appliquer le plan. Si on ne dispose pas

des moyens d'investissement, il est évident qu'on n'a pas les moyens de transformer les choses par un plan.

• Cependant, la direction confédérale ne critique en rien le type de directions à la tête des nationalisées. Et elle ne semble pas vouloir se battre pour une véritable socialisation des moyens de production.

La différence entre nationaliser et socialiser, quelle est-elle? La nationalisation, c'est l'Etat qui possède. La socialisation, cela peut être plus large: ça peut être une coopérative, une propriété de commune ou de département, ou une mutuelle, qui n'est pas étatisée ni nationalisée, ce qui ne signifie pas qu'elle soit gérée démocratiquement! Dans la mesure où une entreprise n'appartient plus à un propriétaire mais à l'Etat, une expropriation a bel et bien eu lieu. C'est ce qui s'est produit pour les nationalisations. Mais on ne les a pas démocratisées.

C'est vrai que j'ai connu un certain nombre de hauts fonctionnaires, dans la fonction publique elle-même, qu'on avait vu ici sous l'ancien régime. Des adversaires redoutables. Et on les retrouve aujourd'hui dans les directions nationales du ministère de l'Industrie. Moi, cela m'interroge sur l'orientation qui peut être prise.

Une même classe ouvrière

• En fait, par sa façon d'affirmer qu'il n'y a pas de perspectives de changement de société, le rapport pour le CNC fait comme si la classe ouvrière est incapable de parvenir à son unité, réduite à mener de simples luttes de catégories.

Il semble qu'on dise que la classe ouvrière n'existerait plus parce qu'il n'y aurait pas de destin commun et de solidarité de classe entre l'ouvrier OS immigré au statut précaire et le salarié qui a une garantie d'emploi et un revenu convenable.

Si c'est cela qui est affirmé, ce raisonnement me semble très curieux: la classe ouvrière n'a jamais eu un statut unique et identique. Je relisais ces temps derniers le livre du docteur Guépin en 1835 sur la classe ouvrière nantaise: entre le charpentier de navire qui avait un salaire de mille francs par an et un travail intéressant et l'ouvrier tisserand qui avait trois cents francs par an quand il avait du travail — car c'était le moment de l'invention du métier Jaccard — il y avait une sacrée différence de situation.

Entre ma mère, qui était femme de ménage et qui se bagarrait pour avoir droit aux assurances sociales parce qu'elle était veuve et qu'il fallait bien qu'elle nourrisse les enfants, et le mécanicien de chemin de fer qui avait sa retraite à cinquante ans, un salaire un peu plus convenable et les transports gratuits, il y avait également une sacrée différence. Et pourtant, en 1835 comme en 1936 c'était bien une même classe ouvrière. Et personne n'aurait je pense l'idée de nier qu'il y avait une classe ouvrière en 1835 et en 1936.

C'est vrai que les travailleurs n'ont pas toujours la conscience d'appartenir à leur classe. Et le rôle des partis politiques comme des syndicats et des associations ouvrières est de les conscientiser. Mais ce n'est pas parce

que les gens n'ont pas tous cette conscience que la classe ouvrière n'existe pas. Aujourd'hui comme hier.

• Finalement, cette façon de nier la réalité de la classe ouvrière nous ramène au début de la discussion, à la définition du syndicalisme. Comment agit, en effet, une direction confédérale pour permettre à l'ensemble des travailleurs d'avoir une conscience de classe? Sont-ils, par exemple, voués à accepter la crise du capitalisme comme ils en étaient dépendants pendant une phase d'expansion?

Le rôle d'un syndicat c'est de développer la conscience, la première solidarité qui soit : dans la tête des gens et dans les tripes, savoir qu'ils sont une même classe ouvrière et qu'ils subissent le même sort de dépendance. Qu'ils ne possèdent pas leurs outils de travail et que, en conséquence, ils doivent avoir un même combat de solidarité.

Quand on mesure, en France, toute la bataille qui a été menée pour la protection sociale, pour que les bien portants payent pour les malades, les gens en activité pour les retraités, etc., on voit là une solidarité qui a entraîné toute la classe ouvrière. Le mot solidarité ne me semble pas un mot nouveau. C'est l'âme même du syndicalisme : cette solidarité de classe fait que les travailleurs ont inventé le syndicalisme. Pas seulement professionnel mais aussi interprofessionnel. Devant la crise du capitalisme, il faut réaffirmer au travers des luttes l'actualité du socialisme et de la démocratie.

> Propos recueillis par Pierre Rème

Nous publierons dans notre prochain numéro une longue interview de Benjamin Coriat.



La progression de Force communication de la progression de la prog

Portée et signification

Jacques CARVEL

A progression de l'influence de Force ouvrière, apparue spectaculairement lors des élections à la Sécurité sociale du 19 octobre 1983, a continué dans les élections professionnelles. Qu'elle est son ampleur et sa signification dans la lutte de classes? Comment cette progression « accélère-telle le changement du paysage social », pour reprendre une expression de M. Noblecourt dans le Monde? La réponse à ces questions nécessite au préalable un examen des éléments de fait. Il n'est pas possible de citer ici l'ensemble des statistiques disponibles. Nous prendrons simplement des exemples particulièrement significatifs des élections professionnelles.

Un vote sanction

Entre le 15 mai 1983 et le 15 mai 1984, d'après ses propres statistiques, FO a progressé de 3,44 %. Les données FO sont certes tendancieuses. L'hebdomadaire confédéral ne publie que les résultats des élections dans lesquelles FO est présente. Ce qui fait par exemple qu'au 16 mai 1984, FO se crédite ellemême de 31,30 % des voix, contre 31,16 % à la CGT et 19,41 % à la CFDT! Mais ces déformations donnent néanmoins des ordres de grandeur valables pour les comparaisons d'une année sur l'autre.

L'accroissement moyen de 3,4 % est encore accentué dans certaines branches et entreprises; les mines (bassin de Carmaux, +7,31 %), la Sécurité sociale (+8 % sur l'ensemble de la branche), l'enseignement supérieur (FO qui présentait des candidats pour la première fois obtient en mars 1984 35,85 % des voix contre 40,22 % au SNES Sup-FEN et 23,92 % au SGEN-CFDT), la métallurgie où FO a gagné 4 % à Talbot-Poissy, 4 % sur l'ensemble de Renault (élections au conseil d'administration) et à Merlin-Gérin à Grenoble.

Aux élections de la caisse de retraite ses collectivités locales, les résultats sont les suivants, sur un million et demi d'inscrits:

	Actifs	Retraités
FO	32,2 %	48,24 %
CGT	31,31	25,46 %
CFDT	17,49 %	9,43 %

Par rapport à 1977, FO gagne 5,09 %. La CGT perd 9,40 %, les autonomes 4,18 %. La CFDT gagne 2,82 % et la CFTC 1,57 %.

Les chiffres amènent immédiatement à deux constatations: ils démontrent que FO n'a pas dû son succès aux élections de la Sécurité sociale au seul vote des non-salariés. FO est un syndicat « attrappe-tout », qui prend des voix aussi bien à la CGT, à la CFDT qu'à la CFTC, à la CGC et aux autonomes. Deux exemples parmi tant d'autres:

Merlin-Gérin (Grenoble), branche métallurgie.

	1983	1984	
CGT	1994	1801	-193
CFDT	1594	1497	-97
FO	1118	1139	+ 121
CGC	787	720	-67
AUTONOMES	175	0	-175

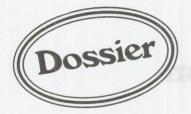
Caisse primaire d'assurance-maladie, Saint-Etienne, branche employés Sécurité sociale. Elections DP. Comparaison 1983-1984.

CGT	-2 %
CFDT	-1,5 %
CFTC	-1,5 %
FO	+ 5 %

Cette progression en voix, supérieure à la moyenne, principalement dans les branches Sécurité sociale et alimentation-commerce ainsi que dans certaines fédérations des fonctionnaires comme les personnels civils de la Défense nationale s'accompagne d'une progression en cartes d'environ 5 % sur l'année, et en nombre de sections d'entreprise. Ainsi, dans la Seine-Saint-Denis, FO avait à peine une dizaine de sections dans la métallurgie en 1981. Elle en déclare plus de quarante aujourd'hui. Bref, tous les indicateurs vont dans le même sens. Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que les congrès FO se déroulent aujourd'hui généralement dans un climat d'euphorie.

Quelle est, du point de vue de la classe ouvrière, la signification de ces résultats? La réponse à cette question est complexe. Elle nous renvoie à trois niveaux. Celui de la politique des directions confédérales et fédérales, celui des militants, celui enfin de l'ensemble des travailleurs d'une branche donnée.

manœuvres politiciennes, soucieux avant tout de la défense de ses adhérents.



Pour la politique confédérale, FO proclame la permanence de la ligne développée avant 1981. C'est toujours l'affirmation de la primauté du syndical sur le politique, de la défense des revendications quel que soit le gouvernement, de l'indépendance des organisations syndicales, de la nécessité de la politique contractuelle.

Mais ce qui a changé depuis 1981, c'est que les confédérations CGT et CFDT, ainsi que la FEN, plus virulentes que FO contre les gouvernements de droite, ont depuis révisé en baisse les revendications, quand elles ne se sont pas purement et simplement faites, comme Maire, les porte-parole de l'austérité. Bergeron, certes, défend lui-aussi le gouvernement, à sa manière, depuis le « nous ne mettrons pas le couteau sous la gorge du gouvernement » de mai 1981, jusqu'à l'acceptation des restructurations industrielles et des licenciements à Talbot par exemple. Mais en même temps les attaques contre la politique droitière de la direction CFDT, les mises en garde au gouvernement contre le blocage des salaires et contre la politique d'austérité, même si elles ne se sont pas traduites que des appels limités à l'action (grèves et manifestations de la fonction publique de novembre 1982, des 16 février et 8 mars 1984, grève d'une heure et manifestations interprofessionnelles contre le plan Delors du 1 mai 1983) ont pu préserver cette image de marque.

D'autant plus que Maire et Krasucki, lorsqu'ils prennent aujourd'hui leurs distances par rapport à la politique du gouvernement, sont difficilement crédibles. Car il y a quelques mois encore, la direction CGT mettait l'accent sur les aspects positifs de la politique du gouvernement, et au nom de ces aspects, gommait la défense des revendications. Edmond Maire, lui, réclamait avant même Delors, les « nécessaires » mesures d'austérité. Dans ces conditions, FO peut apparaître comme étant le syndicat qui ne change pas, et qui s'oppose à l'austérité « de gauche ». Cette opposition en paroles n'a pas besoin de passer aux actes, car l'heure n'est pas aujourd'hui à la surenchère, même verbale.

C'est donc dans le comportement des directions CGT et CFDT qu'il faut en dernière analyse chercher le succès du vote FO. Ces deux directions s'étant faites les relais de la politique gouvernementale, elles ont réussi le tour de force suivant : donner sans risques ni frais à la centrale de Bergeron le label de syndicat indépendant du gouvernement et des

Ambiguïté et fragilité

Dans la situation politique issue du 10 mai 1981, le caractère « attrape-tout » du vote FO n'a rien de fortuit. Bien avant 1981 comme après, Bergeron a souligné avec complaisance qu'on trouvait à FO des militants gaullistes, socialistes, anarchistes ou trotskystes. En 1981, malgré l'appel de syndicalistes de Paris et de Marseille, la confédération s'est refusée à donner une consigne de vote pour battre Giscard. Aujourd'hui encore, FO ne fait rien pour dissiper l'ambiguïté entre le refus des mesures gouvernementales et l'opposition des partis de droite. C'est ainsi qu'aux élections pour les caisses de Sécurité sociale, elle n'a pas refusé l'appel au vote pour ses candidats venant tant du RPR, de l'UDF et même du Front national, que des organisations réactionnaires de médecins et de pharmaciens. Ainsi dans les élections nationales comme professionnelles, les votes sanction contre la politique d'austérité pénalisent les syndicats liés au gouvernement - se mêlent-ils à ceux de l'opposition, c'est-à-dire de la droite et de l'extrême droite.

Quant à l'attitude équivoque vis-à-vis du patronat, rien n'est changé par rapport au passé. A Talbot, le renforcement de la section FO, qui a manifesté aux côtés de la CSL et du RPR à Poissy, s'est effectuée avec l'aide de la direction de l'usine. Rien n'indique que les patrons de certaines entreprises prennent au sérieux les proclamations anti-austérité de Bergeron et aient cessé d'aider FO pour contrecarrer la CGT. L'exemple le plus frappant de cette attitude, ce sont les réélections aux présidences des conseils d'administrations des caisses de Sécurité sociale où patrons et administrateurs FO ont voté ensemble.

L'anticommunisme de FO est le dénominateur commun de cette ambiguïté. Entre les militants social-démocrates dont l'anticommunisme profond est exacerbé par les événements de Pologne et d'Afghanistan, et les militants de droite qui, derrière « l'hydre rouge », combattent le mouvement ouvrier. il y a une confusion soigneusement cultivée par la direction de FO. En 1981, la confédération publiait un communiqué contre l'entrée des ministres communistes dans le gouvernement Mauroy. Elle a essayé de constituer un dossier sur les « infiltrations communistes ». La fédération santé n'a eu d'autre perspective pendant un an et demi que de s'en prendre à Ralite. C'est pourquoi on ne saurait voir dans l'anticommunisme de FO une expression déformée du combat contre le stalinisme comme le font par exemple les militants du PCI.

Tous ces éléments permettent de mieux comprendre l'actuelle montée d'audience et le renforcement de FO, dans un contexte marqué par une grande instabilité du vote des salariés dans les élections professionnelles, instabilité tout à fait nouvelle à cette échelle. Il convient d'ailleurs de remarquer que le vote sanction à l'égard de la CGT et de la CFDT se traduit souvent par le refus de vote et des taux d'abstention élevés. Très fréquemment, on constate sim-

plement que FO échappe à cette sanction par l'abstention, qui frappe la CGT et la CFDT. Quand elle progresse, FO ne recueille souvent qu'une partie des voix perdues par ces deux organisations. Aussi la montée du vote FO exprime-t-elle plus un climat de confusion parmi les travailleurs qu'une adhésion à la politique et à l'action de FO. A fortiori, cette poussée électorale de la centrale de Bergeron — si elle s'accompagne aussi d'une progression de l'implantation - ne doit-elle pas être comprise aujourd'hui comme un phénomène stabilisé. Même dans les cas de vote sanction les plus clairs, et qui peuvent parfois présenter un caractère positif, rien ne garantit à FO l'irréversibilité des résultats. Citons à cet égard deux exemples.

A la Sécurité sociale, où la CFDT a signé un accord qui augmente les cotisations de retraite complémentaire, qui réduit cette retraite de 75 à 70 % environ, et qui porte le nombre d'annuités exigibles pour percevoir une retraite complète de trente ans à trente-sept ans et demi, le vote en faveur de FO et les pertes importantes que la CFDT a subies dans ses bastions ne peuvent être assimilés à un vote de droite. Ce qui ne signifie aucunement que les directions FO auraient un tant soit peu évolué vers la gauche.

Le cas de Renault-Sandouville est très illustratif: aux élections au comité d'entreprise, FO connaît d'abord une progression de 20 %. Mais cette organisation s'étant ensuite, et contre engagements, alliée à la CGC pour gérer le CE, elle perdit l'essentiel de ses gains aux élections pour le conseil d'administration qui survinrent deux mois après. Le vote sanction s'est vite retourné comme un boomerang!

Quand le grain à moudre vient à manquer

La permanence de la politique de FO, avant comme après mai 1981, s'exprime dans l'attachement doctrinal à la politique conventionnelle. Celle-ci repose sur le compromis, c'est-à-dire l'obtention de miettes qui donnent une crédibilité au syndicalisme soi-disant réformiste. Or, les nécessités de la crise conduisent les gouvernements issus de mai 1981 non seulement à ne plus accorder de miettes, mais même à reprendre les acquis et les concessions accordées dans la période précédente. Cela sape la base sur laquelle s'appuie le syndicalisme de FO. Aussi celui-ci s'y oppose-t-il verbalement. Tant qu'aucune autre confédération n'engage effectivement le combat, la centrale d'André Bergeron peut s'en tenir à cette opposition verbale.

Bergeron ne cesse d'ailleurs de mettre en garde le gouvernement. Commentant l'interview donnée par Mitterrand à Libération le 10 mai dernier, il déclarait à Angoulême: « Si la paralysie progressive de la politique conventionnelle dure trop longtemps, elle débouchera tôt ou tard sur des conflits sociaux graves. »

Qu'est-ce que Bergeron appelle la paralysie de la politique conventionnelle? A propos d'un article de Pierre Mauroy sur la nécessité des restructurations industrielles, Bergeron écrit le 7 mars 1984 Jans l'éditorial de FO-Hebdo : « Le dialogue, c'est la recher-



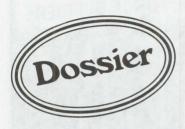
Défilé du 1er Mai 1984 : à la droite de Bergeron, Cambadélis et Rosenblat, ancien et nouveau président de l'UNEF-ID, tous deux dirigeants du PCI.

che obstinée du compromis entre les uns et les autres... L'exemple des discussions concernant "le plan de restructuration" est de ce point de vue hélas parfaitement évocateur. En effet, nous n'avons guère trouvé de différences entre le document préparatoire soumis à l'appréciation des syndicats et les décisions du Conseil des ministres. Le dialogue, c'est admettre au départ que les propositions faites peuvent être amendées. On est loin du compte. » Et Bergeron de s'adresser au gouvernement : « Puissent les gouvernants comprendre que les responsables de Force ouvrière ne multiplient pas les avertissements pour le plaisir de faire parler d'eux. Ils expriment l'inquiétude qu'ils portent en eux. C'est sérieux, très sérieux. »

Réclamant sans cesse du « grain à moudre » pour le moulin réformiste, Bergeron n'identifie pas sa centrale au combat de l'opposition. S'il a refusé à plusieurs reprises des manifestations communes avec la CFTC et la CGC contre la politique du gouvernement, s'il s'est empressé de soutenir les propos de Lionel Jospin invitant les laïques à se calmer alors que les tenants de l'école privée ne se privaient pas de manifester, si FO n'a pas participé à la manifestation du CNAL le 25 avril 1984, c'était sa manière à elle de soutenir le gouvernement dans cette passe délicate. De même, lorsque Bergeron s'est opposé au comité confédéral national (CCN) à la grève terprofessionnelle de vingt-quatre heures contre l'austérité, il a joué très habilement du fait que le gouvernement était « un gouvernement socialiste ».

En même temps, la direction confédérale n'a pas à faire face aux critiques d'une opposition organisée. La droite et l'extrême droite, présentes dans FO, n'ont pas les forces pour mener ce combat et n'ont aucun représentant dans les sphères dirigeantes de la confédération.

L'opposition de militants socialistes (en général du courant mitterrandiste) continue certes le combat, à la fois pour « ancrer à gauche » la confédération, et aussi pour défendre les revendications. Ce sont ses représentants au syndicat national des impôts, dans la fédération des finances et celle des employés qui sont intervenus pour réclamer la grève interprofessionnelle de vingt-quatre heures. Mais leurs racines politiques affaiblissent la portée de leur combat depuis mai 1981.



Le PCI, pour sa part, depuis le 14e Congrès confédéral en 1980 s'est rangé dans la majorité. Il assume aujourd'hui cette position. Il y a un abîme entre les axes de combat affirmés par exemple dans la plate-forme du PCI pour les élections européennes, et sa défense quotidienne de la ligne confédérale. Patrick Hébert, militant du PCI, a été élu président de la caisse de la Loire-Atlantique avec les voix des patrons. Ce n'est pas un hasard. Partout les militants du PCI ont défendu à coup d'arguments anticégétistes la reconduction de l'alliance FO-CNPF dans les caisses de Sécurité sociale.

Bien plus, lorsque la direction confédérale a décidé de rompre définitivement avec la FEN et de provoquer une véritable scission en construisant réellement la squelettique fédération éducation et culture FO, les militants du PCI ont été aux avant-postes et ont fourni le gros des troupes à cette opération de division. Ils l'ont fait en reniant les acquis du mouvement trotskyste (le maintien de l'unité de la FEN en 1947 — motion Bonissel-Valière de 1947 qui permit le maintien de l'unité de la FEN — fut un produit du combat des trotskystes contre la scission) sur lesquels ils avaient éduqué l'en-

semble de leurs militants enseignants. Après une telle compromission, le PCI a non seulement démontré qu'il était inapte à construire une opposition dans FO, mais qu'une telle opposition se construirait contre lui.

Si les éléments pour une opposition existent, ils sont aujourd'hui éclatés. La politique des anarchosyndicalistes comme celle du PCI constitue un véritable écran à la constitution d'une opposition en même temps qu'un soutien à la direction confédérale. Celle-ci ne connaît pas actuellement de graves problèmes pour faire avaliser sa ligne.

Mais en même temps, elle n'a pas résolu la difficulté née de l'impasse dans laquelle la crise la plonge : pour rendre crédible une pratique réformiste du syndicalisme, il faut obtenir des résultats concrets, si minimes soient-ils. Or, l'heure n'est pas à octroyer des miettes. De cette contradiction surgiront de graves problèmes, comme l'a montré à une petite échelle la crise de l'UNEDIC. L'institution de l'indemnisation complémentaire du chômage par les ASSEDIC et la création de l'UNEDIC en 1959 étaient présentés comme une grande victoire de FO. Bergeron n'est-il pas président de l'UNEDIC! Or, quand le chômage déferle, une bonne partie des acquis sont liquidés par le patronat et le gouvernement. Malgré les remous que cela a provoqué en son sein, FO a dû, en grinçant des dents, avaler la potion amère des réductions d'indemnités par le gouvernement Mauroy.

Néanmoins, ces difficultés ne provoqueront pas elles-mêmes l'éclosion d'une opposition cohérente. Pour cela, il faudra le combat continu des militants qui veulent dégager un authentique courant lutte de classes dans FO. Courant dont les axes de combat seront la défense dans les faits des revendications comme le combat pour une rupture avec la collaboration de classes; ce qui veut dire aussi la lutte l'unité des syndicats, excluant communisme facteur de division. Sous des formes particulières à FO, ce sont les mêmes tâches dans les autres syndicats.

FO et la référence à la Charte d'Amiens

Dans FO, la référence à la charte d'Amiens conserve aujourd'hui encore une valeur quasi-mystique. Socialistes, anarcho-syndicalistes et lambertistes s'en réclament. Mais s'ils sont fidèles aux points faibles de la charte, ils abandonnent allègrement les acquis.

Lorsque Bergeron attribue un caractère éternel à la lutte de classes, ce qui veut dire en clair que le capital et l'exploitation sont eux aussi destinés à se perpétuer, il tourne le dos à l'affirmation de la charte selon laquelle la défense des revendications « n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ».

Quand elle affirme que « l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat », cela exclut la collaboration de classes telle qu'elle se pratique depuis certaines entreprises jusqu'à Matignon ou l'Elysée, où Bergeron va tendre sa sébille depuis des années.

De plus la nécessaire indépendance syndicale n'a jamais signifié que le syndicat doit mettre un signe égal entre partis politiques bourgeois et ouvriers. La délimitation du terrain que fait à ce sujet la charte accepte comme un fait irréversible le caractère parlementaire et réformiste des partis ouvriers.

La charte de 1906 traduisait un niveau de conscience du mouvement syndical à un moment donné, présentant un certain nombre de traits spécifiques. Mais elle était avant tout un instrument de combat contre la gangrène bureaucratique et électoraliste de la social-démocratie. En faire le fondement du syndicalisme réformiste n'est possible que si l'on cite deux ou trois phrases, toujours les mêmes, et que l'on gomme le reste, y compris la ligne « ordre du jour », puisque c'est son nom du congrès confédéral d'Amiens. C'est pourquoi, il nous paraît indispensable de le reproduire intégralement ici:

Griffuelhes lit l'ordre du jour suivant :

- Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2, constitutif de la CGT.
- La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat...;
- Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classes qui oppose, sur le terrain éco-

nomique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière ;

• Le Congrès précise, par les points suivants, cette affirma-

tion théorique :

• Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc.;

• Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale;

• Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait de tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat :

• Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors;

• En ce qui concerne les organisations, le Congrès décide qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet. l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté, la transformation sociale. »

La politique conventionnelle, clef de voûte du réformisme de FO

La politique contractuelle ou conventionnelle est la concrétisation aussi bien théorique que pratique du réformisme de FO. Les principales étapes de la mise en œuvre

de cette politique sont les suivantes :

La loi du 11 février 1950 qui supprimait la fixation autoritaire par l'Etat des salaires et qui organisait les procédures d'extension des conventions collectives. Sous la IVe République déjà, une série d'accords furent signés. Après l'instauration du régime gaulliste, FO marqua son opposition résolue aux tentatives d'une politique des revenus préconisée notamment par les rapports Toutée,

Grégoire, Laurent, etc.

En 1965 commencèrent les premiers accords de salaire qui ne se généralisèrent qu'au début des années 1970 : les rapports de forces issus de la grève générale de Mai 68 et l'échec du référendum d'avril 1969 qui entraîna le départ de De Gaulle avaient créé un rapport de forces où pouvait s'appliquer la politique de compromis qu'est la politique conventionnelle. L'idéologie de la « nouvelle société » du Premier ministre Chaban-Delmas et de son conseiller Delors s'accommodait assez bien du système des contrats de salaires dont les années soixante-dix furent l'âge d'or.

Mais le réformisme, s'il peut fonctionner avec des résultats qui ne sont pas tout à fait nuls dans les périodes d'expansion, devient difficile à justifier en période de crise.

La mise en œuvre de l'austérité par le gouvernement d'union de la gauche pose les mêmes problèmes, de manière aggravée, et explique fondamentalement la nature de l'opposition de FO à la politique de Delors.

En effet, le réformisme manière FO s'accommode mal des mesures de fixation autoritaire des salaires : elles sont incompatibles avec l'idée de compromis et les grèves ten-

dent à prendre alors une dimension politique.

Dès décembre 1948, le journal de la fédération FO de la métallurgie, la Métallurgie syndicaliste, écrivait : « Dégager les salaires des influences et pressions politiques dont ils sont l'objet, remettre la lutte sur son véritable terrain [le terrain économique, NDLR], cristalliser l'action autour d'un point qui fut la raison d'être et le moteur du mouvement syndical, tels sont les impératifs de FO. Sinon, dépossédé par le gouvernement du droit de débattre des salaires, le mouvement syndical se confine dans des activités secondaires. »

Avec quelle belle continuité de pensée la commission

exécutive confédérale revient sur son passé dans son « Appel aux travailleurs », le 21 décembre 1983 :

« En décembre 1947, les syndicalo-communistes ne donnaient que quelques mois d'existence à FO. Trente-six ans après, non seulement Force ouvrière combat plus que jamais mais elle est devenue la deuxième organisation en attendant de prendre la première place.

« Mais le succès constant de Force ouvrière n'est pas dû seulement à son refus de s'engager dans l'action politique électorale. Il est le fait, aussi, de ses conceptions fon-

damentales de l'action syndicale.

« En effet, dès sa création, la confédération FO avait compris que l'indépendance syndicale ne pouvait se traduire que par le "contrat collectif" qui est son corollaire.

« Un syndicat n'est pas libre s'il n'a pas la possibilité de

'discuter, de négocier et de contracter

« Un syndicat n'est pas indépendant s'il a besoin à chaque instant de recourir à l'Etat.

- « C'est pourquoi la confédération FO naissante avait pris l'initiative de la célèbre grève générale interprofessionnelle du 25 novembre 1949, en réclamant le retour aux conventions collectives et à la libre négociation des salaires et conditions de travail
- « La grève fut une grande réussite et, l'opinion publique étant favorable, le Parlement avalisait par la loi historique du 11 février 1950 le retour à cette liberté de négociation que les décrets-lois de guerre de 1939 avaient supprimée.

« Cette liberté de négociation établie pour le secteur privé devait permettre la signature de 30 000 accords et l'extension des conventions collectives nationales dans toutes les branches.

- « Mais grâce à l'action de FO, d'importants accords interprofessionnels devaient également intervenir (par exemple pour les retraites complémentaires et l'assurance-chômage).
- « De plus, après les grèves de Mai 68, les accords s'étendirent au secteur nationalisé et au secteur public.
- « C'est donc un éventail de garanties sociales considérable qui fut réalisé.
- « Si l'on ajoute à cela l'élargissement de la protection des travailleurs obtenue à travers le Code du travail, c'est une énorme transformation de notre société qui a été réalisée en trente-six ans.
- « Aujourd'hui, soit que l'Etat devienne tentaculaire, soit que le patronat paralyse les négociations, soit encore que des réformateurs "modernistes" veuillent subordonner le syndicalisme à des entités anonymes et irresponsables — tels les conseils d'atelier -, la grande réforme que fut la loi du 11 février 1950 est battue en brèche, y compris par certaines dispositions des lois "Auroux"

« C'est pourquoi, afin de préserver à la fois l'indépendance du syndicalisme et son aptitude à négocier à tous les niveaux, la commission exécutive confédérale FO, en ce jour solennel, en appelle à tous les travailleurs pour qu'ils viennent renforcer les syndicats FO. »

Exclusion de S. Just et dérive du PCI

François OLLIVIER

TEPHANE JUST, un des principaux dirigeants du PCI (ex-OCI) depuis les années cinquante, vient d'être exclu de cette organisation, au cours de son XX-VIIIe Congrès fin avril, avec plusieurs dizaines de militants. Ces faits témoignent une fois de plus de la totale incapacité du PCI à mener une discussion démocratique en son sein, les désaccords politiques maintenus se soldant par l'exclusion et l'anathème.

Stéphane Just et les militants mis comme lui « hors du parti » n'ont cependant pas été exclus, officiellement, pour divergence politique, mais pour avoir refusé de condamner une pseudo « provocation stalinienne » dont un membre de leur courant s'est vu accusé d'être l'agent. Les divergences politiques apparues au sein de la direction du PCI se règlent donc par une nouvelle « affaire », comme dans le passé l'exclusion de Boris Frankel en 1967, celle de Varga (accusé de liens avec le Guépéou et la CIA) en 1973, le procédé par lequel a été chassé Charles Berg (accusé d'avoir truqué les chiffres d'adhérents et constitué ses propres réseaux dans l'OCI) en 1979, le musellement puis l'exclusion des partisans de Moreno en novembre 1981, pour ne citer que les purges les plus marquantes. Ainsi, en dix-sept ans, chaque divergence fut réglée par exclusion sous des prétextes étrangers à la discussion en cours!

Stéphane Just, qui fut l'un des artisans les plus zélés de ces méthodes antidémocratiques dans le passé, est aujourd'hui victime de la machine infernale qu'il avait contribué à construire. Et il est significatif du fonctionnement de cette mécanique que ce soit Pierre Broué, intellectuel révolutionnaire qui a longtemps souffert du fonctionnement interne étouffant de son organisation, qui ait été chargé

de la besogne du procureur contre les minoritaires. La purge se poursuit au sein du PCI, après le congrès, par le vote dans toutes les cellules d'une motion condamnant la « provocation stalinienne » et l'attitude « calomniatrice » de Just et de ses camarades. Les militants qui refusent de voter cette motion « se mettent d'euxmêmes en dehors du PCI ».

Avant toute discussion problèmes d'orientation politique posés par le congrès du PCI, il faut affirmer que de telles méthodes, qui font revivre sous une forme caricaturale les procédés calomniateurs et terroristes dont les partis staliniens ont donné l'exemple, sont incompatibles avec le trotskysme. La parodie est plus lamentable encore quand ces méthodes sont mises en œuvre au nom de l'antistalinisme. Elles discréditent le marxisme révolutionnaire, son histoire, son programme, dans la mesure même où le PCI continue à se réclamer du trotskysme. Un bien étrange trotskysme!

Plus que jamais, après cinquante années de stalinisme, la démocratie ouvrière, le respect des normes du centralisme démocratique qui impliquent le libre débat au sein de l'organisation révolutionnaire, loin de constituer des questions de forme, sont des question de principe qui conditionnent la capacité à créer et développer un parti révolutionnaire. Ironie de l'histoire, le PCI prétendait rompre à l'occasion de ce congrès avec « l'esprit de secte » et avancer dans la construction d'un parti des travailleurs, « démocratique et attractif »...

La démocratie est aussi le thème choisi par le PCI pour sa campagne des élections européennes. Sans prendre le parti de tel ou tel protagoniste du débat interne au PCI — des désaccords substantiels existent entre la LCR et les uns et les autres — il nous

1. « L'essence du bonapartisme consiste en ceci : il "sauve", à l'aide d'une dictature bureaucratique militaire, la "Nation". Napoléon 1er représente le bonapartisme de la jeunesse impétueuse de la société bourgeoise. Le bonapartisme de Napoléon III, c'est celui du moment où, sur le crâne de la bourgeoisie, apparaît déjà la calvitie. En la personne de Doumergue, nous rencontrons le bonapartisme sénile du déclin capitaliste. »

Léon Trotsky, dans « Où va la France ? ». Notre courant a caractérisé comme sénile le bonapartisme de De Gaulle.

2. «Cela ne signifie pas que la Quatrième Internationale rejette les mots d'ordre démocratiques. Au contraire, ils peuvent à certains moments jouer un rôle énorme. Mais les formules de la démocratie (liberté d'association, de presse, etc.) ne sont pour nous que des mots d'ordre passagers ou épisodiques dans le mouvement indépendant du prolétariat, et non un nœud coulant démocratique passé autour du prolétariat par les agents de la bourgeoisie (Espagne!).

"Dès que le mouvement prendra un quelconque caractère de masse, les mots d'ordre transitoires se mêleront aux mots d'ordre démocratiques... »

Léon Trotsky, « Programme de transition », éditions La Brèche, p. 58 faut discuter cette orientation « pour la démocratie », car elle touche à des problèmes de tactique et de stratégie révolutionnaire.

La ligne de la démocratie

La déclaration électorale présentée par le PCI pour le scrutin du 17 juin s'intitule : « Notre programme, la démocratie ». Quelle place et signification la direction du PCI assigne-t-elle à cette proclamation ? Citons le « rapport sur le parti des 10 000 », présenté à discussion pour le congrès du PCI :

« Combattre pour en finir avec l'enveloppe politique actuelle de l'Etat bourgeois, c'est comprendre que la liquidation des institutions ayant restructuré l'Etat bourgeois sous sa forme bonapartiste entraînera la dislocation plus ou moins développée de l'Etat bourgeois lui-même. Combattre les inbonapartistes, pour la stitutions démocratie, c'est combattre l'offensive anti-ouvrière, c'est combattre contre la forme politique de l'Etat bourgeois, donc contre l'Etat bourgeois, pour son démantèlement. Le combat pour la démocratie n'est donc rien d'autre que l'application de la transition dans le combat contre les institutions bonapartistes de la Ve République pour le démantèlement de l'Etat bourgeois. »

Un deuxième rapport de la direction, préparatoire au congrès, affirme plus succintement mais en appelant un chat un chat : « Avec la victoire politique des masses de mai-juin 1981, avec l'accession au pouvoir du front populaire comme résultat contradictoire de cette victoire, la démocratie et le bonapartisme se heurtent de façon aiguë l'une contre l'autre. Le retour à la démocratie parlementaire ne saurait résulter que d'une crise révolutionnaire. »

Tel est l'axe central de l'analyse du PCI.

De l'opposition entre bonapartisme (1) et démocratie découle par ailleurs une mécanique du développement de la lutte de classes : crise des institutions de la Ve Républiquecrise de l'Etat bourgeois-crise révolutionnaire. Ce pronostic n'est pas nouveau puisque, avant le 10 mai 1981, l'OCI annonçait que « la chute de Giscard devait précipiter la chute de la Ve République », et créer une situation qui « devait transiter vers la crise révolutionnaire ».

Rien de tout cela ne s'est produit, mais qu'importe. Le PCI persiste et signe. A la racine de cette mécanique sur laquelle il prétend fonder sa politique, il y a d'abord des problèmes de méthodes dans l'analyse, une autonomisation outrancière et unilatérale de la crise des institutions de la Ve République. Le PCI extrait l'une des contradictions du système de domination bourgeoise en France — les contradictions institutionnelles - de l'ensemble des rapports sociaux, économiques et politiques. Il en fait la contradiction majeure de la situation. Le commentaire suivant de Léon Trotsky s'applique à merveille à la méthode du PCI: « La pensée opportuniste comme la pensée sectaire ont ce trait commun qu'elles extraient de la complexité des circonstances et des forces un ou deux facteurs qui leur paraissent les plus importants — et qui le sont parfois en fait — les isolent de la réalité complexe et leur attribuent une force sans limite et sans restriction (septembre 1937, tome XV des Oeuvres, p. 97)."

Il v a belle lurette que l'internationalisation et la concentration du capital tendent à vider de tout contenu les démocraties parlementaires impérialistes. En France, grâce à la défaite de 1958, la bourgeoisie se débarrassait de la IVe République et instaurait un mode de domination particulier. Appuyé sur l'appareil militaro-policier de l'Etat, de Gaulle instaura des institutions combinant un pouvoir fort (toute puissance de la présidence de la République) et le maintien des institutions de la démocratie parlementaire, largement vidées de leur contenu.

Depuis le 10 mai, Mitterrand s'est lui-même coulé dans ces institutions, utilisant leurs dispositions antidémocratiques sans égard pour sa majorité parlementaire, et même pour la représentation de son propre parti.

L'impératif de combattre tous les éléments du dispositif antidémocratique de la Ve République est partagé par les révolutionnaires. Le problème commence quand, pour le PCI, bonapartisme des institutions de la Ve République et démocratie parlementaire s'excluent; quand la dictature de l'une est supposée liquider les institutions de l'autre; quand en conséquence « le retour à la démocratie parlementaire ne saurait résulter que d'une crise révolutionnaire ». Le PCI perd ici la boussole classique pour juger les diverses formes de domination politique de la bourgeoisie du point de vue de la classe ouvrière. Citons encore Léon Trotsky: « Les ouvriers ont construit à l'intérieur de la démocratie bourgeoise,

en l'utilisant tout en luttant contre elle, leurs bastions, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : les syndicats, les partis, les clubs de formation, associations, etc... (dans Comment vaincre le fascisme, édité chez Chastel, p. 102-103). »

Le PCI perd de vue également que le mot d'ordre de défense de la démocratie est totalement compréhensible pour des travailleurs français qui ont construit de puissants syndicats et des partis qui sont majoritaires à l'Assemblée, qui vivent et luttent dans un pays où existe la liberté de presse, de manifestation, d'organisation. C'est aussi d'ailleurs ce qu'explique Stéphane Just dans sa contribution au débat du XX-VIIIe Congrès : « Dans ces conditions, que veut dire la ligne de la démocratie en général... S'agit-il de mettre en avant... le mot d'ordre de République? Evidemment non. Ce serait pour les masses complètement incompréhensible. Elles considèrent la Ve République comme une république et de plus une république tout aussi démocratique que l'étaient la IVe et même la IIIe République ... »

Une sacrée glissade!

Cette méthode a déjà joué de mauvais tours au courant lambertiste en Espagne. L'organisation liée à ce courant ne prit pas en compte « l'ouverture démocratique » des années 1976-1977, en l'occurence la possibilité de légalisation des organisations ouvrières et les élections au suffrage universel. Elle maintint le mot d'ordre de boycottage des élections aux Cortes en 1976, alors que pour la première fois depuis la guerre civile des millions de travailleurs, pour qui l'heure de la démocratie était arrivée, participaient sivement au vote.

En Espagne, nous avons vu apparaître le versant ultra-gauche de la méthode. Dans le cas français d'aujourd'hui, c'est vers l'autre bord, opportuniste, qu'elle projette le PCI. Or, la définition d'une politique révolutionnaire pose des problèmes autrement complexes que le schématisme et la mythologie lambertistes.

1. La place des mots d'ordre démocratiques dans les pays impérialistes (2).

Dans une situation caractérisée par l'accentuation des contradictions de classes, la bourgeoisie tend à remettre en cause une série des acquis et des conquêtes démocra-

tiques. Les révolutionnaires doivent défendre, en bonne place, l'ensemble des revendications démocratiques dans le programme de la révolution socialiste pour les pays capitalistes avancés.

Il faut distinguer, dans l'équilibre des mots d'ordre, la place que prennent les revendications démocratiques dans les pays dominés par l'impérialisme ou ceux qui n'ont pas connu de révolution bourgeoise, et celle qu'elles prennent dans les pays impérialistes qui ont connu leur révolution démocratique bourgeoise, dans les pays de vieille tradition démocratique bourgeoise.

Si, dans ces pays impérialistes, nous n'excluons *a priori* aucune forme institutionnelle radicale, sous forme d'Assemblée constituante, comme produit d'une crise politique aiguë et du retard pris dans l'affirmation d'une alternative soviétiste impulsée par le parti révolutionnaire, nous ne pensons pas que le mot d'ordre de « Constituante » ait une place décisive dans le programme révolutionnaire.

De même qu'il ne s'ensuit pas que processus révolutionnaire connaîtra un « stade parlementaire », pour reprendre une expression que Trotsky employait au sujet de l'Espagne des années 1930-31. Par stade parlementaire, nous n'entendons pas une période pendant laquelle peuvent coexister des formes de double pouvoir naissant (comités, etc.) et le Parlement bourgeois, mais une phase dans laquelle la question de l'Assemblée constituante deviendrait la question centrale, comme cela peut arriver dans des pays dominés ou sortant d'une dictature.

Voilà pourquoi les axes fondamentaux d'une politique révolutionnaire sont, d'une part, la défense et l'extension des libertés démocratiques et, d'autre part, la préparation d'une situation de dualité de pouvoir au travers de batailles pour le front unique, l'auto-organisation, les comités.

L'affirmation suivante, incluse dans le « rapport sur le parti des dix mille », implique tout autre chose : « La ligne de développement de l'action des masses se dirigera contre l'ensemble du cadre politique existant, les masses agiront en croyant simplement étendre les libertés démocratiques. Il se peut même qu'elles adhèrent au mot d'ordre d'une Constituante souveraine. C'est ici que la politique "démocratique" contre-révolutionnaire des appareils recoupera la volonté des masses d'élargir les libertés démocratiques, nourrissant les illusions dans le parle-

mentarisme... Le parti révolutionnaire, s'il doit en toutes circonstances combattre pour le pouvoir des conseils, doit également comprendre que cette dialectique de la lutte des classes conduira à une situation où les formes développées de la démocratie politique (bourgeoise) sont certes opposées au développement du combat pour le pouvoir ouvrier mais, contradictoirement, un point d'appui du combat pour le pouvoir ouvrier. »

Le but (et non la « dialectique ») de ce galimatias est fort clair : il s'agit de présenter les institutions de la bourgeoise comme démocratie des points d'appui dans la lutte pour le pouvoir ouvrier! Le PCI confirme ici, en l'amplifiant et en le théorisant, le cours suivi par le courant lambertiste et sa section lusitanienne en 1975 au Portugal: à l'heure où les tâches centrales les révolutionnaires s ordonnaient autour de la construction et de la coordination des structures d'auto-organisation comme cadre de réalisation de l'unité des travailleurs, imposant le front unique au PS et au PC, ils réclamaient « tout le pouvoir à la Constituante ». Or. cette assemblée était le point d'appui de la contre-révolution démocratique dirigée par le social-démocrate Mario Soares

Le but (et non la « dialectique ») de ce galimatias est fort clair : il s'agit de présenter les institutions de la démocratie bourgeoise comme des points d'appui dans la lutte pour le pouvoir ouvrier! Le PCI confirme ici, en l'amplifiant et en le théorisant, le cours suivi par le courant lambertiste et sa section lusitanienne en 1975 au Portugal: à l'heure où les tâches centrales les révolutionnaires s'ordonnaient autour de la construction et de la coordination des structures d'auto-organisation comme cadre de réalisation de l'unité des travailleurs, imposant le front unique au PS et au PC, ils réclamaient « tout le pouvoir à la Constituante ». Or. cette assemblée était le point d'appui de la contre-révolution démocratique dirigée par le social-démocrate Mario Soares.

Ainsi, si les révolutionnaires ne peuvent ignorer la bataille pour les mots d'ordre démocratiques, s'ils doivent exploiter toutes les contradictions des institutions bourgeoises et exiger — dans certaines conjonctures — que la majorité parlementaire PS-PC en France rompe avec les capitalistes et satisfasse les revendications des travailleurs, la ligne stratégique ne peut déboucher sur la revendication d'un retour à la démocratie

parlementaire. C'est une question décisive qui a des conséquences sur le plan de l'action, mais aussi du programme.

2. Défense de la démocratie ou programme d'action anticapitaliste?

Les camarades du PCI pourront nous répondre que le meilleur moyen de défendre les revendications anticapitalistes, c'est de défendre la démocratie qui, « opposée aux institutions de la Ve République, fera sauter le verrou de l'Etat bourgeois ». Et il serait faux de reprocher au PCI de ne pas défendre les revendications, de ne pas protester contre les plans d'austérité.

Mais sur quoi devons-nous mettre l'accent ? Sur la forme - enveloppe des institutions politiques — ou sur le contenu, les revendications ouvrières contre la crise, un programme d'action anticapitaliste? Dans la situation politique actuelle, la forme — les batailles institutionnelles — ne peut prendre de signification que subordonnée au contenu - le combat contre la politique d'austérité du gouvernement.

Or, la politique du PCI noie les batailles revendicatives, les dénonciations de la politique de collaboration de classes du gouvernement, dans une perspective de plus en plus affirmée, celle de la démocratie. Loin d'agir pour donner aux luttes revendicatives une dynamique anticapitaliste, pour les orienter contre la politique des appareils bureaucratiques, le PCI les émousse dans une vague propagande et agitation pour... la démocratie.

Cette orientation a des implications pratiques sur le terrain courant de lutte des classes. Elle se traduit par un absentéisme accru des combats réels : absence du PCI de la grève générale des sidérurgistes et de la marche sur Paris ; absence du PCI des manifestations du 25 avril sur l'école. Voilà un terrain démocratique par excellence, celui de la laïcité, où la ligne de la « démocratie en général » fait abandonner au PCI la lutte concrète pour un droit démocratique!

Vive Gambetta!

Ce cours nouveau (ou accentué) du PCI en défense de la démocratie est-il une innovation politico-théorique de sa direction, ou puise-t-il ses racines dans l'histoire propre à ce courant, dans l'imbrication avec le

milieu dans lequel il a trouvé refuge pendant les longues années d'isolement des courants se réclamant du trotskysme?

La démocratie, voilà une valeur et des batailles qui ont eu leurs heures de gloire dans l'histoire de la Révolution française. Celle-ci garde toujours sa signification historique et humaine. Les révolutionnaires poursuivent en le dépassant ce combat pour les valeurs humanistes et démocratiques révolutionnaires, combat qui fut celui de la bourgeoisie des XVIIe et XVIIIe siècle. Ils lui donnent un contenu: le combat pour la société communiste, qui passe par la révolution socialiste.

Mais bien des courants dans le mouvement ouvrier et à sa périphérie, et en particulier dans le mouvement ouvrier français, tentent d'opposer ce combat pour la démocratie à celui pour le communisme,

identifié au goulag.

La scène idéologique est aujourdominée par les thèmes « modernistes » de la deuxième gauche, qui remet au goût du jour les vieilles antiennes anticollectivistes. Mais il existe toujours dans ce pays une vieille tradition réformiste et anticommuniste qui, pour être moins bruyante, persiste et dure dans certains secteurs du PS et surtout à travers FO. Ce vieux courant réformiste défend à sa manière la démocratie, les institutions démocratiques bourgeoises, contre le mouvement de masse qui tend périodiquement à mettre en question le système capitaliste.

Attaché aux valeurs démocratiques, laïques et républicaines, ce courant réformiste n'a pas hésité à soutenir la guerre d'Algérie. Il déserte aujourd'hui tout combat démocratique quand il peut prendre prétexte d'une présence du PCF et de la CGT, par exemple sur la laïcité. Ce courant cultive les références à la charte d'Amiens du syndicalisme révolutionnaire pour mieux substituer à la notion d'indépendance syndicale celle de neutralité et d'apolitisme des syndicats.

La ligne de la démocratie en général permet au PCI de trouver une expression politique commune avec ce courant, auquel de multiples liens le rattachent. Comment comprendre autrement les références de plus en plus fréquentes aux valeurs républicaines dans la presse lambertiste? La défense conséquente de la démocratie parlementaire contre le bonapartisme élyséen condamne à encenser les pères fondateurs de la IIIe Répu-

blique. Aussi, n'est-il pas étonnant de lire dans Informations ouvrières, journal qui persiste à se réclamer du trotskysme, des éloges des républicains bourgeois de 1877 qui se dressèrent derrière Gambetta pour imposer les prérogatives du Parlement contre les prétentions du généralprésident MacMahon!

N'est-il pas stupéfiant, enfin, d'entendre un dirigeant d'une organisation qui se prétend trotskyste expliquer, fût-ce dans le cadre de son mandat de dirigeant de l'UNEF-ID, que « les clivages droite-gauche sont dépassés »?

Un parti des travailleurs?

Avec la démocratie, le « parti des travailleurs » constitue le second aspect de l'intervention du PCI. Ce dernier part d'un vrai problème : le dégagement de courants, de militants, de travailleurs qui font l'expérience du gouvernement d'Union de la gauche, qui cherchent les voies d'une alternative à la politique des vieilles directions, mais qui n'en sont pas encore au stade de rejoindre les rangs d'une organisation révolutionnaire.

Comment discuter, agir, s'organiser avec ces courants, ces militants, ces travailleurs, en les orientant sur une ligne lutte de classes et en œuvrant à l'assimilation, à travers le débat et l'expérience pratique, des éléments essentiels du programme révolutionnaire? C'est un vrai problème que toute organisation révolutionnaire se pose aujourd'hui, que le VIe Congrès de la la LCR a commencé à discuter en avançant aussi la perspective d'un nouveau parti pour les travailleurs.

Ce parti des travailleurs sera le produit de processus de recomposition du mouvement ouvrier sur de nouveaux axes. Il se construira à travers l'expérience de secteurs de la classe ouvrière, dans les luttes, la réorganisation du mouvement syndical, la confrontation politique. Voilà pourquoi, au centre de la construction de ce nouveau parti, il y a l'action de classe anticapitaliste, l'alternative à la politique des vieilles directions sur la base de l'expérience pratique du mouvement ouvrier.

Ce parti des travailleurs ne sera pas le simple produit de l'autodéveloppement de la LCR, ou même de l'unification de plusieurs forces révolutionnaires. Il correspondra à une restructuration substantielle mouvement ouvrier en France. C'est notamment dans cette perspective que la LCR propose et organise des rencontres de militants ouvriers et de différents courants, qu'elle a pris l'initiative en mai d'un rassemblement des travailleurs contre l'austérité.

Le PCI a retenu l'idée juste. Il s'est lancé dans une campagne centrale pour un tel parti, que nous ne réprouvons pas en elle-même. Mais il lui donne un contenu totalement différent. En effet, loin de partir des processus concrets de recomposition du mouvement ouvrier, de la nécessaire intégration des révolutionnaires dans le cours réel de la lutte des classes, du débat politique ouvert avec des courants en évolution, le PCI entend construire autour de lui des sections pour un nouveau parti des travailleurs, sections qu'il se charge de centraliser. Des travailleurs peuvent bien sûr être tentés par cette expérience. Mais le processus même de constitution autour d'un appareil politique — celui du PCI — en décalage avec les processus réels à l'œuvre dans le mouvement ouvrier, ne peut que déboucher sur une impasse.

Quel sera le programme d'un tel parti? Comment et par qui sera-t-il décidé? Par quel processus politique? Un tel mode de constitution ne peut déboucher que sur la construction d'un « parti large » à deux niveaux, sur la manipulation permanente des sections de base du « parti des travailleurs » par le PCI.

Mais peut-être le projet de parti des travailleurs recouvre-t-il encore autre chose pour la direction du PCI. Cet « autre chose » est décelable dans le cours ultra-opportuniste du PCI. Le projet et le sigle de « parti des travailleurs » recouvriraient alors une alliance avec certains courants réformistes, dont le centre de gravité résiderait dans l'appareil FO.

Il faut bien faire la somme, fûtelle incomplète, de toute une série de faits et d'actes du PCI ces derniers temps: passage (partiel parce que rencontrant une forte résistance des militants) des enseignants du PCI de la FEN à FO; constitution d'un axe UNEF-ID, syndicat FO de l'enseignement supérieur, CGT-FO, explicitement opposé à l'axe UNEF-SE. SNE-Sup-CGT; l'appui et la participation de dirigeants connus du PCI (Patrick Hébert notamment) aux accords CNPF-FO pour diriger la CRAM en Loire-Atlantique; la présence de deux membres du BP du PCI aux côtés de Bergeron le ler Mai; la réduction du travail syndical du PCI à la seule CGT-FO et l'intégration de ses militants à la majorité confédérale du dernier congrès. Depuis plus de dix ans, *Informations ouvrières* n'a pas écrit une ligne de critique de la politique de FO. Les militants de l'OCI, puis du PCI, n'ont pas mené dans FO la moindre bataille. Les faits récents que nous venons de rappeler constituent l'aboutissement d'un long applatissement devant l'appareil réformiste de FO.

Le bilan est très lourd. Nul besoin d'être grand clerc pour comprendre que la colonne vertébrale du PCI s'identifiera de plus en plus à ses permanents FO. Et si le projet est de construire le « parti des travailleurs » à l'ombre d'une CGT-FO qui connaît aujourd'hui une poussée électorale incontestable dans les entreprises (en jouant de l'ambiguïté indépendance syndicale/apolitisme par rapport au gouvernement), le réveil risque d'être difficile.

Qui pèsera le plus lors d'affrontements de classes importants, *a* fortiori lors d'une crise révolutionnaire? Les références au trotskysme de la direction du PCI, ou la direction Bergeron de FO?

On comprend pourquoi la discussion politique avec Stéphane Just a pris une telle tournure et la crise politique interne au PCI une telle acuité. Stéphane Just s'était opposé au vote Mitterrand dès le premier tour en 1981. Il dénonce dans cette décision politique l'origine de la dérive opportuniste du PCI. Il s'agit maintenant pour la direction du PCI d'accélérer les processus d'adaptation à la direction de FO en adjurant chaque responsable, chaque militant, de répondre à l'injonction suivante : il faut aller jusqu'au bout d'une ligne politique! Quitte à se séparer d'une génération dont l'attachement - même dogmatique et sectaire — à la lettre du programme trotskyste ne pouvait que jouer un rôle de frein et de résistance permanente. On comprend aussi la fonction de la ligne de la démocratie et les tentatives laborieuses pour, à coup de citations hors texte, la couvrir de l'autorité de Lénine.

Une telle orientation, appuyée par les méthodes d'organisation propres au PCI, permettra peut-être de construire une organisation, vouée, si elle se constitue, à se gonfler et se dégonfler à mesure. Mais ce sera au prix de son indépendance politique et pour un combat qui a peu à voir avec le trotskysme et la révolution socialiste.

Portugal: les leçons d'Avril

A propos du livre de G. Filoche

Francisco LOUÇA et Charles MICHALOUX*

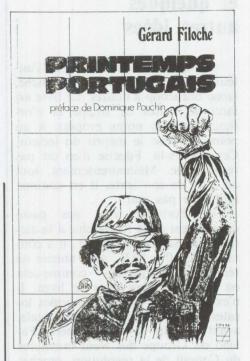
E 25 avril 1974, la plus vieille dictature de la planète, installée dans son « Etat nouveau » depuis quarante-huit ans, était renversée par un coup d'Etat militaire. La révolution des œillets commençait. Elle devait durer dix-huit mois, jusqu'au 25 novembre 1975, pendant lesquels le monde entier aura les yeux tournés vers ce petit Portugal de huit millions d'habitants qui, à l'extrêmité occidentale du vieux continent, démontrait avec éclat que la révolution restait une idée neuve en Europe.

A l'époque, des dizaines d'écrits furent publiés, au Portugal et ailleurs. A part quelques exceptions (1), la plupart portent plus l'empreinte de la mode intellectuelle du moment, ou reflètent plus les préjugés politiques de leurs auteurs qu'il ne s'attachent sérieusement à décrire et comprendre le processus révolutionnaire portugais.

Dix ans après, la mode a changé, le Portugal et la révolution se vendent mal: pour les éditeurs, le dixième anniversaire du 25 avril n'existe pas. A Lisbonne c'est Spinola, sacré maréchal depuis peu, qui préside la commission des célébrations officielles, mise en place par le gouvernement « socialiste » de Mario Soares. La vieille ganache qui fut à Stalingrad aux côtés des nazis allemands, qui se gagna dans les colonies portugaises le surnom mérité de « boucher de la Guinée », qui commandita l'assassinat du dirigeant nationaliste révolutionnaire guinéen Amilcar Cabral, qui orchestra deux tentatives de coup d'Etat le 28 septembre 1974 et le 11 mars 1975, qui organisa en exil un mouvement terroriste d'extrême droite (le MDLP), auteur de dizaines d'attentats et responsable de plusieurs meurtres. devait certainement savourer sa revanche!

Le seul livre publié en France à l'occasion de ce dixième anniversaire a donc été écrit par un révolutionnaire : Gérard Filoche est membre du comité central de la LCR. Révolutionnaire, par contre, son préfacier qui l'a été, ne l'est plus du tout. Dominique Pouchin, envoyé spécial du journal le Monde au Portugal en 1974-1975 (et alors militant de la LCR), est aujourd'hui rédacteur en chef-adjoint à Libération. Dans son domaine, il a parcouru le long chemin des abandons et des reniements, pour écrire maintenant à propos de la grève des ouvriers du bâtiment qui sequestrèrent les députés de la Constituante en novembre 1975, au sommet de la vague révolutionnaire : « Il est des symboles qui font froid dans le dos. Et des jours où l'on a aucune envie de voir l'Histoire se répéter en de mauvais "remakes"... " Pourquoi Filoche estime-t-il cette préface de Pouchin « plus fidèle à nos combats d'hier qu'il ne le croit aujourd'hui »? Filoche, lui, est évidemment resté fidèle à ces combats.

Au lecteur qui n'a pas connu ces années chaudes, son livre fournira une idée assez bonne de ce qu'était le formidable bouillonnement de la révolution portugaise. Ce gros bouquin de six cents pages donnera souvent chaud au cœur à tous ceux à qui la révolution ne fait pas froid dans le dos. En outre, par la quantité de documentation qu'il rassemble, il représente un instrument de travail utile pour quiconque veut étudier le mouvement social au Portugal. Et le moindre de ses mérites, en ces temps de bêtise libérale partout étalée, n'est certainement pas de défendre. souvent avec beaucoup de justesse, une perspective révolutionnaire et socialiste, sur la base d'une critique acerbe de l'intervention des dirigeants staliniens et social-démocrates au Portugal et d'un examen détaillé du



Printemps portugais par Gérard Filoche. Editions Actéon, Paris. 604 pages, 150 francs.

* Francisco Louçà est membre du comité exécutif du Parti socialiste révolutionnaire (section portugaise de la IV^e Internationale). *Inprecor* nº 172 du 30 avril, publie son article : « Dix Ans après. »

Charles Michaloux est membre du bureau politique de la LCR. Il a résidé au Portugal en 1975 et 1976, où il était le correspondant de *Rouge* et d'*Inprecor*, ainsi que le représentant du SU auprès de la section portugaise. Louçà et Michaloux sont tous deux membres du secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

1. Tous les articles parus dans « Inprecor » (publié sous la responsabilité du secrétariat unifié de la IV^e Internationale) à cette époque sont un précieux matériel de documentation. Il faut aussi lire le livre de Daniel Bensaïd, Carlos Rossi et Charles-André Udry : « Portugal, la révolution en marche » (Ed. Christian Bourgeois, Paris, 1975). En portugais, il faut évidemment consulter les publications de la LCI, devenue PSR, et notamment le n° 1/2 de sa revue « Acçào comunista » (février 1977) qui publiait un long article sur le bilan de la révolution portugaise.

comportement des acteurs fondamentaux de cette société en crise.

Des erreurs et quelques autres idées

S'il faut saluer le travail de l'auteur, celui de l'éditeur, en revanche, laisse beaucoup à désirer. Le livre est farci de fautes de frappe et d'orthographe des noms propres, à un point qui frise le mépris du lecteur. Ces erreurs-là, Filoche n'en est pas responsable. Malheureusement, tout au long de son texte, il en commet

lui-même pas mal.

Le Portugal n'est pas passé directement de la monarchie à la dictature de Salazar (page 54); il a connu, de 1910 à 1926, seize années de république bourgeoise — comme cela est décrit ailleurs dans le livre. Il n'existait pas d'unions syndicales locales parallèles à l'Intersyndicale, avant 1974 (p. 254). Le général Fabiao du Groupe des Neuf (membres du Conseil de la révolution, proches de conceptions social-démocrates) est décrit comme un spinoliste (p. 144) ou un apprenti Pinochet (p. 268). Le RAL 1 était le régiment d'artillerie légère numéro 1 de Lisbonne : sa caserne ne pouvait donc se situer à Santarem (p. 273). César Oliveira et Joao Martins Perreira n'étaient pas militants du MES (p. 342 et p. 355) à l'été 1975. Il n'y avait pas de féodaux (p. 336) mais des gros propriétaires terriens. Jaime Neves et ses commandos d'Amadora n'ont jamais été à la tête de l'AMI (p. 362 et 393); c'est Melo Egidio qui était le chef de ce corps militaire spécialement formé à l'automne 1975 pour contrer le COPCON commandé par Otelo Saraiva de Carvalho. Le schéma reproduit pages 310 et 311 ne peut rien prouver sur l'esprit tortueux des militaires de la Ve Division, puisqu'il a été établi par le MES (2). La LCI n'a pas quitté le FUR (3) en décembre 1976 (p. 409 et 517) mais avant le 25 novembre. Plusieurs détails factuels dans l'histoire du MRPP (p. 490) sont erronés et Sylvain Lazarus (p. 491) est un médecin français qui n'en a jamais été membre. Le bras armé du PRP s'appelait Brigades révolutionnaires et non Brigades rouges (p. 342 et 508). Dans la liste des organisations d'extrême gauche, il manque la plus importante d'entre elles (p. 499) : PCP-reconstruit, fort groupe maoïste pro-albanais dont l'UDP était etc. (4).

Sans doute, beaucoup de ces erreurs — qui n'enlèvent rien aux développements politiques du livre proviennent-elles du fait que Filoche s'est beaucoup servi des carnets de notes de Pouchin et que ses références bibliographiques ne sont qu'exceptionnellement portugaises. Mais elles deviennent plus gênantes, lorsqu'elles servent de fondements à une analyse par trop volontariste et linéaire de l'évolution et de la radicalisation du mouvement ouvrier portugais. Par exemple, l'auteur nous dit (p. 27) que la Première République (1910-1926) connut « cent cinquantehuit grèves générales, soit une moyenne de dix par an environ ». La vérité historique, toutefois, impose de reconnaître que durant cette période, il n'y eut que quelques tentatives de grève générale, quatre de 1917 à 1921 (5), et que celles-ci se soldèrent presque

toujours par un échec.

Dans la même veine, Filoche écrit (p. 31): "Dès 1970, l'Intersyndicale regroupe deux millions d'ouvriers et d'employés en deux cent dix-sept syndicats autonomes. Après quarante ans de dictature, c'est un beau chiffre. Et cela relativise "l'exploit" des "libérateurs" du MFA... » En fait, l'Intersyndicale s'est formée en 1970 avec. au plus, deux douzaines de directions syndicales. Leur nombre s'élargira un peu ensuite, mais surtout ces directions n'avaient rien à voir avec des syndicats « autonomes » : elles étaient simplement les directions élues des syndicats officiels corporatifs, dont les militants du PCP et d'autres courants de gauche avaient pris la tête. C'était la coordination de ces directions légales qui était interdite. Filoche fait visiblement une confusion: les deux cent dix-sept syndicats autonomes se sont créés après la chute de la dictature. Espérons que cela ne valorise pas trop l'exploit du MFA...

Ces erreurs et ces quelques libertés prises avec les faits ne représentent pas la principale faiblesse du livre. Celle-ci est ailleurs: dans les positions politiques mêmes de Filoche, qu'il s'efforce d'illustrer à partir du Portugal et dans la lignée du point de vue minoritaire qui fut le sien lors du débat qui traversa la IVe Internationale et sa section française, à chaud en 1974-1975. C'est évidemment son droit le plus strict, comme c'est l'honneur de notre organisation révolutionnaire internationale d'encourager un débat public sur ces questions, parce qu'elles demeurent

publiquement le front de masse, I très importantes pour la préparation de nos combats communs.

Avec le livre de Filoche, il v a l'embarras du choix. En effet, il comporte des développements plus ou moins longs sur bien des sujets : les directions castristes et sandinistes (p. 25) « qui ont finalement été amenées à s'orienter en fonction de l'intérêt des travailleurs de leur pays »; les partis communistes (y compris le PCE ou le PCI, p. 469): « des partis staliniens, toujours déterminés, en dernière instance, par la politique internationale de l'Union soviétique »; les consignes de vote (p. 304): « le vote de classe, le vote révolutionnaire est encore le vote PS ou le vote PCP »; sur le mouvement trotskyste et ses fragments (p. 524): « Chacun d'eux eut une part de vérité... en associant leurs expériences... les trotskystes devraient pouvoir mettre un terme à leurs querelles de chapelle »; sur le régime interne du parti révolutionnaire: les tendances minoritaires (p. 552) « doivent avoir une part proportionnelle des fonds du parti, de ses publications », etc.

Pour notre part, nous nous limiterons à quelques aspects décisifs, selon nous, de la révolution portugaise et des lecons qu'on peut en tirer.

Le MFA: un pouvoir « autoritaire » et « tyrannique »

Pour Filoche, la cause est vite entendue : les officiers du MFA (p. 111) retrouvent la voie inaugurée par « des lieutenants et des capitaines qui, pour des motifs professionnels... déterminent le sort du coup d'Etat de Costa en 1926 » (il s'agit du putsch qui instaura la dictature militaire dont Salazar devait vite prendre la tête!). « Le chemin détourné des putschistes du 25 avril ne menait qu'à l'instauration d'un pouvoir militaire qui aurait été autoritaire, sinon tyrannique, sans l'irruption du mouvement des masses (p. 25). » Dans la répression « le COPCON démontre qu'il peut être plus redoutable même que les polices salazaristes (p. 223). »

Quitte à violenter la réalité, Filoche nous brosse à grands traits le tableau d'un MFA « autoritaire », sinon « tyrannique », chaussant les bottes de ses ancêtres du putsch salazariste et parfois plus redoutable qu'eux. Avec de pareilles œillères mais diable! pourquoi le mouvement de masse eut-il tant d'illusions sur le MFA? — il n'est pas





- 2. « Portugal: um guia para o processo » (Ed. SLEMES, Lisbonne, 1976).
- 3. Front d'unité révolutionnaire (FUR). Constitué fin août 1975, il regroupait le PCP et la presque totalité de l'extrême gauche révolutionnaire. Sa plate-forme impliquait un soutien au gouvernement Gonçalves (septième gouvernement).
- 4. Nous n'avons pas la place d'aborder dans cet article, la longue polémique que Filoche fait sur le PS portugais. Ses conceptions sur le « plus grand et plus vieux » parti portugais nous paraissent fausses. A ce sujet, on lira avec profit « Profils de la social-démocratie européenne », pages 287 à 335 (Ed. La Brèche, Paris, 1982).
- 5. « Historia de Portugal », vol. 2, pages 211 à 216, A. H. de Oliveira Marques (Palas Ed., Lisbonne, 1976) et aussi : « Da la Répública ao Estado Novo », António Viana Martins (Iniciativas editoriais, Lisbonne, 1976).



missions de travailleurs et d'habitants... Pour

un gouvernement apartidaire. »

étonnant que la ligne défendue par Filoche soit centrée sur la défense des droits démocratiques. La conclusion, que l'auteur se refuse à tirer clairement de son raisonnement, c'est qu'il n'y avait pas d'autre priorité plus urgente pour le mouvement ouvrier que de combattre ce nouveau despotisme d'une classe bourgeoise qui l'imposait, avec son armée, depuis près d'un demi-siècle. Cette conclusion, certains en France et au Portugal n'ont pas hésité à la tirer clairement, suivant par exemple les conseils de l'OCI (devenu PCI) : ils se sont ainsi confortablement calfeutrés dans le PS qui, pour les besoins de sa croisade pour « la démocratie », ne reculait pas (au contraire de ce qui est écrit p. 336) devant le voisinage et l'alliance avec les pires réactionnaires pour s'attaquer et mettre le feu aux locaux du PCP et de plusieurs organisations révolutionnaires, accusés d'être les soutiens du « totalitarisme ».

A la base de tout cet édifice se trouve une assertion : « Le MFA était tout entier l'expression politique de la hiérarchie militaire, il était un instrument de la classe bourgeoise dominante (p. 121). »

Certes, le programme du MFA était « bourgeois, à 100 % bourgeois » (p. 121). Bourgeois politiquement, petit-bourgeois socialement, le MFA n'était quand même pas « l'expression politique de la hiérarchie militaire » et « l'instrument de la classe dominante ». bourgeoise Quand « l'armée devient ingouvernable » (p. 246), la bourgeoisie ne se choisit pas un instrument dont beaucoup d'officiers entraînent des milices populaires (p. 135) et dont les instances de direction (Assemblée du MFA et Conseil de la révolution), à l'été 1975, sont majoritairement influencées par le PCP. Quand la colonne vertébrale de la bourgeoisie portugaise est constituée par des grands groupes financiers capitalistes, cette bourgeoisie ne se dote pas d'un instrument qui, par un train de nationalisations promulguées après le 11 mars 1975, désarticule ses centres de pouvoir économiques au point de lui poser encore des problèmes dix ans après.

En vérité, les intérêts de la bourgeoisie portugaise étaient incarnés par Spinola. Son projet de « transition démocratique » était le seul à même de sauvegarder les bases de l'accumulation capitaliste, tout en cherchant simultanément, par quelques réformes limitées, à élargir la base sociale de sa domination, réduite à peau de chagrin par la dictature de Salazar-Caetano. Ce projet-là, malgré le soutien initial du PS et du PCP, ne put être appliqué: à cause de l'activité du mouvement de masse, en plein essor depuis la fin 1974, bien sûr, mais aussi en raison de l'opposition du MFA qui, loin d'être l'instrument politique cohérent de la bourgeoisie, se révélait chaque jour plus déchiré entre ses courants contradictoires, face à la pression grandissante de la classe ouvrière exercée sur l'armée el-le-même.

C'est seulement ainsi que l'on peut comprendre l'énorme prestige populaire du mouvement des capitaines, après le 25 avril (pour Filoche, p. 38, « C'est au petit matin du 25 avril que commence la course de vitesse entre le mouvement de masses et ses libérateurs. »). Cette situation concrète, qu'il faut analyser concrètement, s'explique avant tout par l'absence d'alternative de direction bourgeoise, dans les dernières années de la dictature ou dans les premiers mois du nouveau régime. Caetano l'avait étouffée ; Spinola l'avait compromise. Les deux grands partis bourgeois, le PPD et le CDS, en subissent encore les conséquences.

Le MFA, mouvement d'officiers d'une armée impérialiste et coloniale, mouvement au programme bourgeois et dont la fonction se coulait dans le moule de l'appareil d'Etat d'un pays capitaliste européen, était incapable de maintenir l'ordre pour la bourgeoisie. C'est pourquoi, un certain 25 novembre 1975, il fut nécessaire à cette dernière de le briser, en affrontant militairement ses fractions.

Face à une telle réalité, la tâche essentielle des révolutionnaires était bel et bien d'impulser par tous les moyens possibles l'organisation indépendante, à la base, des soldats de cette armée qui se retrouvait au cœur de la tourmente politique. A l'automne 1975, dans la phase la plus aiguë de la crise pré-révolutionnaire, la LCI, section portugaise de la IVe Internationale jeta toutes ses forces dans la création d'un mouvement de soldats, les SUV (Soldats unis vaincront). Il se donnait pour but d'organiser dans toutes les casernes l'élection de commissions de soldats, à l'instar des commissions de travailleurs et d'habitants (moradores) qui se multipliaient du nord au sud du pays. En septembre et octobre 1975, les SUV organisèrent de grandes manifestations de soldats à Lisbonne et Porto; ils animèrent des luttes dans plusieurs garnisons et remportèrent des victoires notables face à la hiérarchie militaire, ne contribuant

^{6. «} Cahiers de la taupe » nº 13, avril 1977 : « Le Développement des commissions de travailleurs ».

pas peu à diviser davantage le MFA.

Mais tout cela ne trouve pas grâce aux veux de Filoche. Notre pourfendeur de gauchismes en tous genres qui ferraille contre les « groupes anarcho-populistes » (p. 341) parce que, dit-il, ils défendaient « l'unité nationale » et « l'ordre » (sic! p. 407), a trouvé là une cible. Fidèle à sa ligne d'argumentation sur le « pouvoir autoritaire » et la démocratie, il brocarde les SUV parce qu'ils ne se sont pas limités à la construction d'un syndicat de soldats sur des revendications « plus défensives » (pp. 142revendications 143). Les démocratiques et élémentaires des soldats, les SUV les ont défendues avec acharnement et très souvent avec succès. Ce que Filoche reproche aux militants qui en ont été les animateurs, c'est d'avoir mis toute leur énergie au service d'une cause qui ne trouve pas grâce à ses yeux, malgré ses déclarations emphatiques sur « les conditions favorables... pour l'instauration de la dictature du prolétariat » (p. 403): pour lui, en octobre-novembre 1975, l'heure n'était pas au développement et à la centralisation des commissions de travailleurs, de moradores, de soldats, mais à la défense des droits démocratiques et des revendications élémentaires. Il a tort.

Un pouvoir embryonnaire de la classe ouvrière

Filoche nous dit (p. 369) que, durant l'été et l'automne 1975, existait au Portugal une situation « embryonnaire de double pouvoir ». Laissant sans doute glisser un peu sa plume, il écrit même (p. 403) « que des conditions objectives, favorables, similaires à la révolution russe existaient pour l'instauration de la dictature du prolétariat ». «L'heure est véritablement celle des comités. Un pouvoir embryonnaire de la classe ouvrière tend à se mettre en place. » Ce jugement correct (p. 366) apparaît pourtant bien étrange et totalement contradictoire dans le contexte du livre.

En effet, d'un côté Filoche semble en souligner l'importance: « Un mouvement important de création de comités au cours de l'été 1975 tentera de s'opposer à la division entre le PS et le PCP, enfin un véritable assaut sera donné en novembre au sixième gouvernement provisoire, contraignant celui-ci à se déclarer "en grève" (p. 192). » De l'autre, il affirme tranquillement le contraire en décrivant « des commissions de travailleurs minoritaires, constituées seulement d'une avant-garde large (p. 572) ». « Les commissions de travailleurs étaient le plus souvent d'extrême gauche (p. 335). »

Rien n'est plus faux. Les commissions de travailleurs (CT) n'étaient certes pas encore les soviets d'octobre 1917, c'est-à-dire un véritable double pouvoir, légitime aux yeux de l'immense majorité des travailleurs. Mais elles étaient bien, comme le dit aussi l'auteur, « un pouvoir embryonnaire de la classe ouvrière » et elles furent effectivement perçues par la masse des travailleurs en lutte (socialistes compris) comme leurs organisations. « Au plus fort de la crise de l'été et de l'automne 1975, ce sont les commissions de travailleurs agricoles qui organisent la défense, souvent armée, des grandes propriétés occupées de l'Alentejo; c'est à l'appel des CT de la construction que les ouvriers du bâtiment quittent leurs chantiers et partent assiéger le palais de Sao Bento le 12 novembre : c'est encore à l'appel des CT que se tiendra, le 16 novembre à Lisbonne, l'immense manifestation de la place du Commerce qui mit le VIe gouvernement provisoire de l'amiral Pinheiro de Azeveido sur les genoux avant que les commandos d'Amadora ne viennent à sa rescousse le 25 novembre (6). »

Dans les plus grandes entreprises du pays, dans la ceinture industrielle de Lisbonne, Setubal et Porto, les CT étaient très représentatives et leur composition variait de semaine en semaine, au fil de leur élection par une base ouvrière en pleine radicalisation. Reconnaître cette réalité-là que le PCP et le PS ont vue, le premier pour la manipuler et la dévoyer, le second pour la dénoncer et contribuer à l'étouffer -, ce n'est pas fermer les yeux devant tous ses aspects complexes.

Les limitations et les problèmes posés aux commissions de travailleurs, de moradores (CM), de soldats (CS), par la division acharnée des directions ouvrières majoritaires imposaient aux militants révolutionnaires de mettre en œuvre, avec détermination, une tactique de front unique ouvrier s'adressant évidemment au PS et au PCP. Mais la ligne de marche du prolétariat portugais en cette crise pré-révolutionnaire de l'été et l'automne 1975 exigeait que toutes ses forces soient tournées vers le développement et la centralisation de ces comités (CT, CM et CS). Même la nécessaire tactique de FUO devait être appliquée dans cette perspective.

Filoche n'est pas d'accord. En dépit de quelques coups de chapeau aux comités et d'une constante volonté d'en rester à mi-chemin, sa ligne, à lui, est différente. « En 1917. en Russie, il y avait de vrais soviets mais pas d'Assemblée constituante. tandis qu'au Portugal en 1975 il y avait une véritable Assemblée costituante, mais pas encore de soviets (p. 335). »

Ainsi donc, à «l'heure des comités », Filoche nous rappelle qu'il n'y avait pas de « vrais soviets » mais une « véritable Assemblée constituante ».

« Il fallait lutter pour qu'un gouvernement provisoire v puise sa légitimité: c'était un progrès démocratique par rapport à la junte militaire (p. 554). » Bien sûr qu'il fallait se battre pour exiger des dirigeants du PS et du PCP qu'ils rompent leur pacte avec le MFA et la bourgeoisie portugaise, pour qu'ils prennent le pouvoir que les travailleurs avaient voulu leur confier en les élisant très majoritairement à la Constituante en avril 1975. Bien sûr qu'il fallait combattre toutes les rodomontades des organisations et militants centristes ou gauchistes réclamant « la dissolution immédiate de la Constituante ». Mais faut-il pour autant s'extasier, comme le fait Filoche (p. 406), sur cette assemblée parce que sous la pression de la rue (rappelons-le quand même) elle adopta des dispositions constitutionnelles consacrant un certain nombre de conquêtes sociales? « Cela montre bien dans quel sens allait la majorité de la Constituante. » On atteint vraiment là la limite du délire.

Avec sa majorité socialiste et communiste, pendant la crise de juillet-novembre 1975, la Constituante fut le principal levier de la contreoffensive bourgeoise qui devait mener au coup de force du 25 novembre! Salgado Zenha, numéro deux du PS, y déclarait froidement à la mi-novembre : « En finir avec la révolution et construire l'Etat. » Avant lui, en août 1975, le groupe des Neuf (Melo Antunes, Vasco Laurenco, Carlos Fabiao, etc. du Conseil de la révolution) avait mis les points sur les i dans sa plate-forme: "Il faut repousser énergiquement l'anarchisme et le populisme qui mènent inévitablement à la dissolution catastrophique de l'Etat. »

Tenir compte de la réalité électorale de cette Constituante et des illusions démocratiques des masses, ne pas exiger sa dissolution et combattre politiquement les courants gauchistes

qui le faisaient ne pouvait en aucun I cas signifier défendre cette Constituante au moment où son rôle commençait à être plus clairement perçu par de larges franges de travailleurs, pour beaucoup encore influencés par le PS et le PCP. Et la seule façon d'accompagner et de faire mûrir ce mouvement et cette prise de conscience massive, c'était justement de travailler à l'approfondissement de la démocratie directe naissante, de l'arracher à toute dépendance envers le MFA et l'appareil d'Etat, d'en faire un instrument efficace de lutte et de regroupement pour toute la classe ouvrière et ses alliés.

"Les révolutionnaires ne pouvaient susciter ou tolérer des attaques contre l'Assemblée constituante », ose écrire Filoche (p. 555). Allons bon! Devaient-ils, selon notre bon auteur, dénoncer les ouvriers du bâtiment qui n'ont rien fait de moins, en matière d'attaque, que d'assiéger cette auguste assemblée, que de la séquestrer avant d'arracher une victoire complète et d'ouvrir la voie à la plus profonde crise que le pouvoir bourgeois ait jamais connue au Portugal?

Pour Filoche (p. 411), « durant toute cette crise révolutionnaire, l'heure n'est jamais venue de dépasser une politique de front unique, de déborder et de détruire ces vieux partis ». « Sont révolutionnaires ceux qui poussent jusqu'au bout [souligné dans le texte] la bataille pour le front unique des partis ouvriers (p. 353). » Mais pousser cette bataille indispensable « jusqu'au bout », « durant toute cette crise révolutionnaire », c'est déceler le moment où les masses organisées par ces « vieux partis » commencent à s'en détacher parce qu'elles font de leurs formes directes de lutte et d'organisation des outils bien à elles.

En novembre 1975, avec le développement impétueux de tous les

comités, ce moment était venu. La IVe Internationale et ceux qui soutenaient ses positions au Portugal l'on vu et en ont tiré les conséquences. A l'encontre des dirigeants social-démocrates et staliniens et de ceux qui devaient se regrouper dans le FUR, les révolutionnaires livraient une bataille permanente pour l'unité d'action des travailleurs et de leurs organisations en même temps qu'ils mettaient au centre de leur politique et de leurs activités le développement du pouvoir embryonnaire de la classe ouvrière, incarné par les commissions de travailleurs, de soldats, de mora-

Filoche ne l'a toujours pas compris.

C'est aussi pourquoi la leçon stratégique essentielle qu'il tire de la révolution portugaise se trouve concentrée dans un chapitre entier (p. 559 à 586), où il s'évertue à disséquer toutes les variantes possibles de formule gouvernementale pour démontrer que le nombre d'or est atteint avec le mot d'ordre de « Gouvernement PS-PCP ». Evidemment. en général, le mot d'ordre était juste, et particulièrement d'actualité au moment de l'élection de la Constituante, en avril 1975, et plus tard, avec les législatives d'avril 1976. Mais Filoche en fait une potion magique. Dans ce monde de la formule, la révolution, le mouvement de masse n'ont guère de place. « Les batailles décisives se menaient dans les élections, les syndicats, les partis, au gouvernement, à l'Assemblée constituante (p. 562). » Commissions de travailleurs? Connaît pas.

La formule des bolcheviks russes: tout le pouvoir aux soviets? « Ils agissaient de fait pour un gouvernement des mencheviks et des socialistes révolutionnaires qui y étaient majoritaires (p. 563). »Eh bien non! Les bolcheviks, de février à octobre, « agissaient de fait » pour un gouvernement des soviets, parce que ceux-ci gagnaient chaque jour en autorité sur les masses. Et c'est en faisant cela, qu'ils lançaient aussi un défi aux partis réformistes et approfondissaient de la sorte le fossé qui se creusait sous leurs pieds.

« Les commissions de travailleurs ne devaient donc attaquer de front aucun des six gouvernements provisoires. (p. 596). » Seulement « de flanc », contre la droite et les militaires (p. 203, 204, 585, 596)! Les travailleurs en lutte avec les CT de la construction, ceux qui manifestaient par centaines de milliers avec celles de la ceinture industrielle de Lisbonne, le 16 novembre, n'ont heureusement pas suivi ce conseil. Ils avaient compris, eux, que le VIe gouvernement provisoire (où siégeaient toujours des ministres du PS et du PCP) n'avait rien à voir avec leurs intérêts et qu'il faisait tout pour s'opposer à eux (et au développement de leurs CT), comme cela allait devenir manifeste huit jours après.

Octobre et novembre 1975 au Portugal n'étaient pas encore septembre et octobre 1917 en Russie. Mais ce n'était pas ce fade plat de lentilles « démocratiques » que Filoche nous a cuisiné dans son livre. Quand le printemps portugais refleurira un jour, on s'en apercevra : les travailleurs retrouveront le chemin des de travailleurs. commissions moradores, de soldats, forts de leur expérience magnifique dans ces dixhuit mois de tourmente révolutionnaire. Dommage que cette leçon d'avril, fondamentale pour les travailleurs portugais et pour les révolutionnaires du monde entier, Filoche, en six cents pages, n'en dise pas grandchose.



1er Mai 1975

Le seul réalisme qui vaille

«L'audace ou l'enlisement » d'Alain Lipietz

a scène idéologique est occupée | depuis deux ans par une offensive extrêmement violente des tenants du « libéralisme libertaire ». L'échec de la « première phase » de la politique Mitterrand-Mauroy leur a permis de transformer les fissures qui apparaissaient ça et là dans l'idéologie traditionnelle de la gauche réformiste en des brèches béantes par où s'engouffrent les thèmes favoris d'une intelligentsia bourgeoise moderniste. Celle-ci a su organiser un réseau de diffusion très efficace pour ses idées : journalistes (Libération, le Matin, « Antenne 2 »), intellectuels (Rosanvallon, Touraine, Leroy-Ladurie...), grands patrons et hauts fonctionnaires (Michel Albert, Alain Minc, Jean Riboux...) chanteurs même, la plupart regroupés dans un club très fermé nommé « Fondation Saint-Simon ».

Symptomatique des succès de ce courant, la récente reconnaissance explicite par la CFDT (1) ou par le mitterrandiste Max Gallo, porte-parole du gouvernement (2) du lien indissociable entre libertés démocratiques et liberté d'entre-prendre, entre démocratie et marché.

Sous la tempête qui vise - entre autres - à les marginaliser, le PCF et le CERES font le gros dos. Hors de leur mouvances respectives, rares sont les intellectuels qui résistent encore, réfractaires au crédo libéral. Il y en a cependant. Parmi ces « résistants », le plus productif, le plus caustique, le plus brillant est sans doute Alain Lipietz, économiste qui vient de publier l'Audace ou l'enlisement aux Editions La Découverte (3). L'écho que rencontre souvent Lipietz chez des militants ouvriers critiques, la ressemblance de ses positions avec celles d'autres auteurs marxistes connus, tels B. Coriat ou R. Boyer, justifient qu'on lise ce livre et qu'on le discute.

La dent dure

Car il s'agit d'une lecture à chaque ligne stimulante. Certes, la grille d'analyse de la première partie, « l'Héritage » — l'histoire économique et politique de la France contemporaine — descend en droite ligne du maoïsme des années

1960-1970, ce qui rend certains passages désuets (le qualificatif de « révisionniste » pour le PCF, suspecté de mijoter un capitalisme d'Etat à la sauce goulag, en est un exemple); l'analyse de la lutte politique des classes depuis 1968 pèche un peu par superficialité.

Mais Lipietz déploie tout son talent dans la description satirique des grandes manœuvres idéologiques qui amènent une partie croissante des intellectuels et dirigeants de gauche à la communion béate dans la chapelle « libérale-libertaire »: « Un arc idéologique se dessina à partir de 1978, des anciens de "Socialisme ou Barbarie" à Raymond Aron. "Esprit" et "Faire" (la revue de Michel Rocard) s'attèlent à la définition de la nouvelle modernité.» « Un militant ouvrier, si prestigieux soit-il, n'a pas forcément les compétences requises pour un président de la République », objectait déjà l'autogestionnaire Edmond Maire à la candidature de Charles Piaget en 1974 (p. 106) ».

Tout aussi féroce et réjouissante, la critique du véritable lavage de cerveau auquel sont soumis les travailleurs depuis 1983 de la part du gouvernement et de ses alliés modernistes; à chaque décision contraire aux aspirations du 10 mai 1981, la rengaine « c'est la seule politique possible » « a des relents scientistes totalitaires, puisqu'elle rend inutile la démocratie (p.218)».

A propos du choix présidentiel de l'austérité et du libre-échange en mars 1983, Lipietz ironise: « Economiquement suicidaire, écrit Alain Minc dans "Libération", le protectionnisme est de plus sociologiquement régressif; il déchaine les aspirations corporatistes, biaise le jeu social, perpétue une relation infantile à l'Etat, et équivaut pour une collectivité à ce que serait pour un individu la plus classique des régressions psychanalytiques. » Et Lipietz commente: « Alain Minc oublie simplement deux choses. Comme la masturbation, le protectionnisme rend sourd, et comme la pilule, il fait tomber les cheveux...(p. 251). » La critique de l'évolution de la CFDT mérite elle aussi le détour, et Lipietz épingle œux qui prétendent que « les travailleurs ne peuvent sortir de leur crise qu'en résolvant la crise des patrons ».

Là où les choses se gâtent, c'est au moment de décrire « l'autre politique » possible, celle qui résoudrait vraiment la crise du point de vue des travailleurs. Lipietz écarte d'abord d'un geste négligent les « derniers lambeaux du gauchisme (les trotskystes) » qui vont répétant « PC. PS. faites payer le CNPF ». Et alors, dit-il, il faudrait savoir! Si la crise du capital, c'est le manque de profits, comment les patrons pourraient-ils payer? Il n'y a évidemment aucun « trésor caché » à mobiliser pour éviter l'austérité aux travailleurs! Passons sur ces affirmations quelque peu rapides (dans le Monde, journal gauchiste bien connu, J.-M. Ouatrepoint chiffrait récemment à 400 milliards de francs le stock d'or des particuliers, et de 300 à 500 milliards le montant des comptes français en Suisse...).

La logique du « réalisme »

L'essentiel est ailleurs : comme le dit Lipietz, « Le trésor caché est entre les mains des travailleurs eux-mêmes », des deux millions de chômeurs et de tous ceux qui travaillent mais dans la routine et l'étouffement quotidien de toute capacité créatrice. Une mobilisation ouvrière porteuse de l'espoir d'une autre logique y trouverait des gisements de ressources insoupçonnées. Mais comment en préparer les conditions ?

Lipietz a opté pour le réalisme : « Partons de la France telle qu'elle est, avec son "opinion publique" telle qu'elle est. Ne rêvons pas du 'Programme d'urgence' d'une République des conseils populaires, même si ce serait plus amusant (p. 249). » « Nous héritons d'un capitalisme médiocre, il faut faire avec (p. 331). »

L'horizon n'est alors plus le socialisme, trop discrédité, mais une sorte de capitalisme convivial, baba-cool, avec « distinction absolue entre propriété et gestion de l'entreprise »: « s'il faut passer sous les fourches caudines de l'entreprise, alors profitons-en. Séparons une bonne fois pour toutes l'entreprise-patrimoine qui raporte de l'argent à son propriétaire passif, et l'entreprise-créatrice-de-richesse-et-d'emploi-sous -la-houlette-de- cadres-dynamiques-et-quimettent-les gens-dans-le-coup (p. 275). » Surtout il faut ouvrir, « à côté du secteur salarial classique, en dehors des 37 ans de carrière professionnelle (avec les cinq semaines de congés payés), en dehors des trente-cinq heures hebdomadaires, et dans les périodes de chômage forcé, un immense espace d'expérimentation sociale, où des rapports sociaux nouveaux découvriraient des besoins nouveaux ». « Ces nouveaux rapports sociaux, "déviants" par rapport au salariat normal et pourtant productifs, seront sans doute le lieu principal de l'innovation sociale, en concurrence avec le développement des lois Auroux dans l'entreprise classique (p. 351). »

En utilisant ainsi les fonds de préretraite et les subventions publiques, on laisserait aux entreprises privées les profits nécessaires pour investir et rester dans la course. Ajoutons à cela des mesures protectionnistes limitées pour reconstruire les pans d'industrie manquants à notre système productif, ainsi qu'une réforme fiscale ponctionnant les non-salariés et le commerce, on aura ainsi une idée de ce que Lipietz baptise « l'ébauche d'une social-démocratie moderne ouvrant la voie à une radicalisation ».

Chausser des lunettes roses?

La planification démocratique? A la trappe! Lipietz n'en dit pas un mot de tout le livre... Le problème de l'Etat, du pouvoir? Il n'existe pas, puisque le nouveau type « d'économie mixte » concocté par Lipietz subvertirait lentement le capitalisme, de l'intérieur, sans rupture fracassante et dangereuse... La radicalisation (bien réelle celle là!) de la droite, les effets

de la crise sur la classe ouvrière, les rythmes discontinus de la lutte des classes? Pouah, tout cela n'est guère moderne. Non, soyons réalistes: à propos des restructurations en cours, il est « suicidaire » de dire « pas un seul licenciement ». Il faut « négocier la restructuration avec création immédiate d'emplois alternatifs sur place ». « Il faut une reconversion dynamique, pensant dans un seul mouvement le glissement du financement public, de la production assistée, au congé-reconversion et de là à la création subventionnée de nouvelles activités bientôt autonomes. »

On voit mal comment ce « réalisme là » ouvrirait la voie à autre chose qu'à l'extension d'une zone de PME « autogérées », sous-traitantes et souffre-douleurs du secteur dynamique et compétitif : la loi du marché n'a pas de pitié pour les entrepreneurs, fussent-ils « alternatifs ». La « société duale » des libéraux-libertaires n'est pas loin...

A refuser de mettre en cause « l'entreprise » et le marché, à se résigner si facilement à « faire avec » le capitalisme, on finit par proposer de repeindre avec des couleurs plus riantes un projet social fort réactionnaire, qui n'apparait « réaliste » que dans le mesure où il est effectivement déjà en gestation dans les politiques bourgeoises aujourd'hui. Car si le capital met bel et bien à l'ordre du jour la souplesse dans l'organisation et le temps de travail, la flexibilité et l'individualisation des statuts, la décentralisation, ce n'est certes pas par souci progressiste : quand Mauroy invente le « congé de reconversion » pour 15 000 licenciés de la sidérurgie, il faut vraiment chausser des lunettes roses pour voir comme Lipietz « un second pas vers une réforme radicale, une innovation sociale majeure » dans ce qui n'est qu'une manœuvre destinée à désamorcer la lutte des sidérurgistes et à les diviser.

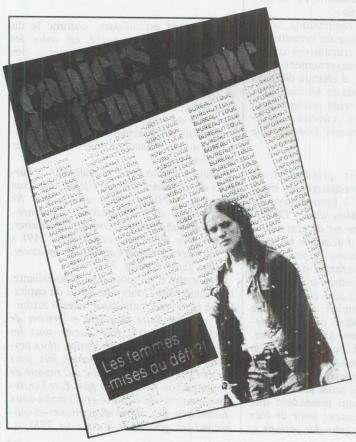
A quoi sert d'avoir l'esprit critique, si l'on définit des perspectives stratégiques en fonction des rapports de forces actuels entre les classes? Lipietz constate - comme nous - qu'il n'existe pas aujourd'hui une majorité pour renverser le capitalisme; mais il range alors la « rupture » au magasin des hochets cassés (« folle et aventureuse jeunesse », dit-il en parlant du temps où il croyait encore à une possible poussée révolutionnaire des masses). Son projet ressemble à un bricolage hâtif, parsemé d'idées justes, mais qui se contente finalement de repeindre en rose des perspectives bien sombres. Mieux vaut — pour les travailleurs adopter la démarche inverse : définir les tâches qu'impose la crise et l'offensive capitaliste, proposer des objectifs qui ouvrent le chemin, et agir pour adapter les rapports de forces aux exigences de la situation. Certes, c'est plus difficile; mais c'est le seul réalisme qui vaille.

Michel Dupont

1. Cf. le rapport d'E. Maire devant le conseil confédéral de mai 1984.

2. Cf. « la Troisième Alliance », livre récent de Max Gallo.

3. « l'Audace ou l'enlisement ». 370 pages. 79 francs. En vente à la librairie La Brèche.



EDITORIAL 17 juin, l'Europe de qui, pour qui ?	3
En France si vous saviez Le temps choisi : le bonheur des patrons	4
seront-elles sacrifiées Le tertiaire à l'heure de l'informatique Un exemple : la Bretagne La voie royale vers l'égalité professionnelle Les femmes mises au défi!?	8 10 14 15 18 21
A 1/	23 26
EN BREF	30
L'UNE A AIME, L'AUTRE PAS CINEMA Planète des femmes Femmes de personne LITTERATURE Jean Genet : La mort dans l'âme. Des féministes écrivent	

Contribution de la LOR

POUR UNE **OPPOSITION** OUVRIERE AU GOUVERNEMENT!



Il est très positif que la LCR cherche à faire de son rassemblement au Bourget les 26 et 27 Mai un moment privilégié de débat entre organisations qui dénoncent la politique d'austérité et de chômage du gouvernement. Si c'est la marque d'une volonté d'ancrer ce débat dans la recherche d'une unité politique et d'action contre cette politique gouvernementale, contre ceux qu'elle sert : les capitalistes, elle trouvera notre contribution pleine et sans

Car le problème principal des débats qui se sont noués ou qui se nouent, à l'occasion d'une campagne ponctuelle (comme la campagne électorale des dernières municipales), d'un rassemblement ou d'une fête, est leur discontinuité. Le débat n'a pas alors pour but d'assurer la confrontation d'analyses et de positions différentes, dans leurs développements, non seulement pour enrichir le mouvement dans son ensemble et l'argumentation de chacun, mais pour déboucher sur l'unité dans chaque action contre le capital - en entendant par action aussi bien une lutte économique qu'une mobilisation politique, partielles ou générales. Nous ne voulons pas nier l'intérêt (ponctuel !) de débats ponctuels, mais qu'on ne nous parle pas alors de la recherche d'une unité politique et d'action plus générale contre la politique gouvernementale et le capital financier européen! Cette unité là doit procéder d'une volonté politique commune. Aucune organisation n'est aujourd'hui en mesure de la réaliser seule, en son sein ou autour d'elle, sans chercher à réaliser une alliance politique.

Nous n'adopterons donc pas la même méthode que les contributions publiées dans le précédent noméro de Critique Communiste. D'une part parce qu'elles nous apparaissent davantage comme des explications parallèles de politiques différentes que comme un débat, en particulier avec la LCR qui en est l'initiatrice; d'autre part parce qu'elles ne débouchent sur aucune proposition d'activité commune, et semblent même dégager un certain pessimisme sur cette question.

Nous ne pensons pas que cela présente un intérêt d'asséner aux lecteurs notre analyse, plus ou moins exhaustive, des ravages de la politique pro-bourgeoise et impérialiste du gouvernement dans les conditions d'existence des travailleurs, ainsi que pour leur conscience, leur organisation et leur unité de classe (en particulier entre français et immigrés). Les travailleurs et les militants que ce débat intéresse auront déjà lu plus d'une fois des descriptions semblables; ils pourront d'autre part avoir notre appréciation particulière sur chaque question dans notre hebdomadaire «La Vérité» (1). Notre avis est qu'il faut engager le débat, plutôt que de parler dans des pièces différentes. La confrontation ne peut qu'être positive, surtout si elle s'organise sur un terme plus long qu'un évènement ponctuel. Evidemment, et à juste titre, les travailleurs (et nombre de militants!) sont rebutés par la polémique stérile qui s'exacerbe sur des détails pour déboucher sur des affrontements verbaux aparemment démesurés. Mais c'est la caractéristique de débats ponctuels, sans lendemains ni perspective d'activité commune! Nous voulons au contraire engager le débat sur le fond et commencer par insister sur les possibilités d'une véritable alliance politique.

Travailler ensemble à former une opposition ouvrière au gouvernement.

Surprenant est le nombre d'organisations qui affirment vouloir opérer un regroupement «à la gauche de la gauche»! Bien que la formulation nous paraisse quelque peu «gauchiste», en tout cas confuse (peut-on parler de «gauche» à propos de la politique pro-bourgeoise du gouvernement ? S'agit-il d'un regroupement parallèle, plus «à gauche», ou opposé au gouvernement ?), nous pensons que l'idée générale est bonne. Oui, alors que la seule opposition officielle semble être de droite, réactionnaire et anti-ouvrière, il faut affirmer un pôle d'opposition à gauche, une opposition anti-capitaliste, une opposition ouvrière au gouvernement! Cette formulation, nous semble-t-il, a le mérite de délimiter le regroupement en question à la fois de l'opposition de droite bourgeoise et du gouvernement. Cela dit, l'important n'est pas la formulation elle-même, mais

Nous reproduisons ci-contre la dernière contribution qui nous soit parvenue, après celles du PCML et de la Gauche autogestionnaire publiées dans notre nº 28, et celles de Lutte ouvrière et de l'UTCL, dans notre nº 29.

l'objectif; car il répond à une nécessité urgente de la lutte des classes.

Il ne faut pas être grand clerc pour distinguer à travers les luttes de l'Automobile, la multiplication des conflits grévistes, la montée du mécontentement dans la fonction publique, et surtout la mobilisation générale dans la sidérurgie, une tendance à une reprise plus générale des luttes. Le principal handicap de cette reprise est que ces luttes sont peu sûres d'elles et qu'elles peuvent être démoralisées avant de s'affermir, du fait à la fois de l'absence de perspective politique et d'une force ouvrière organisée à leur service, indépendante du gouvernement. En réalité, le poids des espoirs meurtris et des illusions déçues par le gouvernement formé par le PS et le PCF pèse encore lourd dans la balance. D'autant plus que les ministres et leur cour d'économistes, de journalistes, de dirigeants du PS et de dirigeants syndicaux, ne sont pas neutres en la matière; ils ont engagé un matraquage idéologique de tous les instants pour imposer cette idée : il n'y a pas d'alternative à gauche, il n'y a pas d'autre politique économique, ni d'autre politique

Il est alors de la responsabilité des organisations politiques ouvrières qui affirment une autre voie, celle de la rupture avec le capitalisme, de nouer une alliance politique pour répondre à ce défi, pour contrebalancer cette énorme intoxication idéologique et montrer aux travailleurs qu'une alternative ouvrière et socialiste commence à s'affirmer. Il ne s'agit ni de créer artificiellement une organisation commune, ni de taire chacune de nos expressions politiques indépendantes, ni encore de cesser les activités et interventions propres à chacune de nos organisations. Mais «simplement» d'affirmer publiquement une alliance ouvrière sur une plate-forme de rupture avec le capitalisme. à travers une succession d'actes politiques, de mobilisations et de prises de positions en tant qu'Opposition ouvrière, à travers la concentration de nos forces et leur unité dans chaque action importante de façon à affirmer la réalité d'un tel regroupement. L'Union de la gauche n'est-elle pas une alliance (évidemment à notre avis contre--révolutionnaire, solution de rechange bourgeoise pour renouveller la Ve République), dans laquelle chaque parti garde son identité propre ? L'Opposition de droite n'en est-elle pas une autre? Leurs alliances respectives ne leur ont-elles pas permis de rassembler beaucoup plus largement que ne pouvait le faire chacun des partis qui les composent ? Plus largement même que l'addition ponctuelle de leurs forces et influences ? Ces alliances n'ont-elles pas été ou ne sont-elles pas y compris la base sur laquelle chacun de ces partis a pu se renforcer et élargir son influence propre? Enfin, serions-nous les seuls à être incapables de nouer une telle alliance, aveuglés par des attitudes sectaires, finalement résignés à n'être rien, tout en affirmant des objectifs apparemment démesurés ?

Il ne s'agit pas ici de prétendre que l'Opposition ouvrière pourrait être, dès sa formation, une alternative de masse, en particulier au niveau du pouvoir. Il s'agit d'enclencher un processus. Il faudra d'abord l'affirmer publiquement, non seulement par un accord politique préalable entre différentes organisations ouvrières, mais, sur cette base, par une large campagne commune, cherchant à entrainer dans cette dynamique d'autres forces, à former des comités de travailleurs dans les entreprises, des comités de jeunes et de chômeurs pour cet objectif, préparant ainsi par exemple une Conférence nationale pour une opposition ouvrière au gouvernement, qui consacrerait la formation d'un tel regroupement. Et il ne s'agit là que d'une première étape...

Il convient de mesurer sérieusement notre responsabilité dans la reprise des luttes qui cherche à s'amorcer, d'autant plus que nos organisations commencent à y jouer un rôle de moins en moins négligeable, surtout parce qu'elles sont les seules à vouloir les impulser au lieu de les étrangler au nom de la solidarité gouvernementale. Cette reprise des luttes s'affirme essentiellement comme une tentative des travailleurs de se défendre face à l'offensive capitaliste et gouvernementale contre l'emploi, les salaires et les acquis. Pour cela, les travailleurs ressentent le besoin impérieux de l'unité de leurs rangs, et ceci d'autant plus qu'ils ont du mal à surmonter le traumatisme des espoirs déçus par le gouvernement et les partis qui le composent. Dans cette situation, notre division apparait comme un élément négatif supplémentaire, qui n'aide pas à cette reprise des luttes, à la nécessaire conscience de ses possibilités et de sa force potentielle. Nous devons écarter cet aspect négatif; nous devons au contraire leur présenter un front unique pour appuyer leurs efforts actuels!

En réalité, notre proposition est simple. Dans la pratique, elle se heurte et se heurtera à des habitudes et des attitudes sectaires, malheureusement profondément ancrées. Mais les travailleurs et les militants peuvent bousculer ces habitudes et imposer comme critère essentiel les nécessités de la mobilisation ouvrière elle-même!

Car enfin, allons-nous continuer à affirmer parallèlement la nécessité d'un regroupement «à la gauche de la gauche», d'opposition ouvrière, etc., sans jamais chercher à le réaliser concrêtement ? Allons-nous cesser cette hypocrisie qui consiste à parler d'un tel regroupement «large» tout en pensant (et en agissant) comme s'il ne pouvait se réaliser que sur nos seules positions respectives? Quelle organisation peut croire sérieusement qu' elle pourra attirer toutes les autres sur ses positions pour opérer un tel regroupement ? Ou encore qu'elle pourra, à court ou à moyen terme, le réaliser seule ? Une évidence doit s'imposer : il faut une alliance politique pour cela! Chacune de nos organisations peut être persuadée d'avoir raison, mais il faut un Front unique pour regrouper plus largement. Organisons le ! Gardons dans ce cadre notre propre indépendance organisationnelle, d'intervention et de propagande, mais battons-nous ensemble sur une

plate-forme de rupture avec le capitalisme et pour un certain nombre d'objectifs communs ! Nul doute qu'un tel front unique attirera progressivement beaucoup de travailleurs rebutés par notre division actuelle; nul doute qu'il favorisera la reprise des luttes, la mobilisation ouvrière et de la jeunesse; nul doute qu'il contribuera à renforcer plus rapidement et plus massivement chacune de nos organisations et sur cette base à dépasser un certain nombre de divergences formelles et d'habitudes sectaires.

Ceci ne veut pas dire qu'il n'existe que des divergences formelles; au contraire, et nous allons le voir, il existe des divergences qui nous paraissent fondamentales, y compris sur la question en débat (le «plan d'urgence» de la LCR). Mais c'est pour cela que nous ne proposons pas pour l'instant une organisation commune mais un Front unique! Les divergences sont sérieuses, mais nous ne nous déterminons pas par rapport à des intérêts étriqués mais par rapport aux intérêts généraux des travailleurs, aux nécessités actuelles de leur mobilisation. Et la question à laquelle nous devons répondre aujourd'hui est la suivante. Allons-nous tout mettre en œuvre pour aider à la reprise de l'initiative ouvrière dans la lutte des classes ?

Le plan d'urgence de la LCR.

L'idée de publier un plan de mesures anticapitalistes et de le mettre en discussion dans le mouvement ouvrier est loin d'être criticable. Au contraire, alors qu'une foule d'économistes pro-gouvernementaux, laquais petits-bourgeois du grand capital, nous assènent à toute heure leurs certitudes sur le caractère indispensable, incontournable, des mesures édictées par le gouvernement, il est bon de démontrer qu'il existe une autre voie que de faire payer la crise capitaliste aux travailleurs, une voie qui dépend entièrement de la mobilisation de ces derniers. Nous avions d'ailleurs eu la même démarche en publiant un «plan de mesures ouvrières d'urgence» (2) à l'occasion du 1 Mai 1983 alors que venait d'être rendu public le plan d'austérité du gouvernement. La question est: à quoi peut et doit servir un tel plan? A notre avis à démontrer aux travailleurs qu'il n'y a aucune fatalité de la crise car leur mobilisation peut bouleverser bien des certitudes, à populariser les moyens par

lesquels cette mobilisation peut imposer leur volonté, et les mesures ouvrières de rupture avec le capitalisme et de transformation socialiste, qui sont évidemment aux antipodes de toute la politique bourgeoise impérialiste du gouvernement. Le plan doit donc être assez précis sur les mesures fondamentales pour briser la résistance du capital financier et donner aux travailleurs le contrôle véritable de toute l'économie du pays (ainsi que sur les moyens à mettre en oeuvre pour atteindre un tel objectif), et au contraire assez peu précis sur des questions de détails qui peuvent être réglées de différentes façons

par la mobilisation, surtout si elle atteint un tel niveau. Or précisement le plan de la LCR est assez précis sur des questions de détail, qu'il est inutile d'énumérer ici, et muet sur des questions fondamentales comme l'expropriation de toutes les grandes entreprises capitalistes et l'abolition de la Vème République, ainsi que sur les moyens par lesquels les travailleurs peuvent s'assurer le contrôle de toute la vie économique. De ce point de vue, le plan n'assure pas une véritable rupture avec le capitalisme; il reste au niveau d'une plate-forme démocratique anti-monopoliste à peine supérieure à celle de Marchais lors des élections présidentielles de 1981. Evidemment, avec son plan d'urgence, la LCR cherche sincèrement à aider la mobilisation ouvrière contre la domination capitaliste, alors que pour Marchais, sa plate-forme présidentielle comme son contre-plan acier aujourd'hui ne sont que moyens démagogiques pour préserver la place de son parti dans le mouvement ouvrier et entrainer ce dernier vers une nouvelle capitulation devant le gouvernement et le capital financier européen. Cela dit, le plan de la LCR oscille constamment entre l'affirmation d'un ensemble de mesures pour la rupture avec le capitalisme et le souci de paraitre réalisable dès aujourd'hui, si le gouvernement en avait la volonté. La définition de la mobilisation ouvrière pour l'imposer (voir p.22 du plan) est elle même essentiellement démocratique (ne laisser aucun répit au PS et au PC) et syndicale. A coup sûr, si elle restait à ce niveau, elle n'arriverait pas même à imposer le dixième des mesures du plan, lui-même insuffisant pour rompre avec la capitalisme! Par contre, si elle arrivait à se hisser au nivau de contrôle sur l'économie et de conscience politique qu'exige la réalisation des tâches énumérées par le plan, alors pourquoi l'arrêter en si bon chemin, pourquoi ne pas lui désigner les remparts ultimes de la domination capitaliste : la propriété privée des moyens de production et l'Etat bourgeois?

En réalité, avec évidemment des traditions et des références programmatiques plus radicales et ouvrières, la LCR a tendance à être happée par le travers affirmé par les camarades de la «Gauche autogestionnaire» dans leur contribution: définir un plan «réaliste», en rapport avec l'état actuel de la mobilisation populaire. Or comme tout ce qui procède d'une conception idéaliste de la lutte des classes et du développement des sociétés, un tel plan est tout simplement irréaliste et inconséquent. Même la réalisation de la série de mesures énumérées par la «Gauche autogestionnaire» exigerait une brutale transformation de la politique gouvernementale. Comment l'imposer autrement que par une puissante mobilisation ouvrière; et dans ce cas encore une fois, pourquoi la restreindre à des mesures aussi limitées? Mais comme les camarades en question ne voient pas les possibilités d'une telle mobilisation, ils s'installent dans une perspective d'évolution progressive, démocratique, d'apprentissage du contrôle sur la vie de l'entreprise par les travailleurs, et de luttes syndicales. Mais dans ce cas quelle est la perspective, qui réalisera leur plan? Ils ne répondent pas à cette question. Comme toujours, la démarche soi-disant «réaliste» mène tout simplement en pratique à l'adaptation au gouvernement

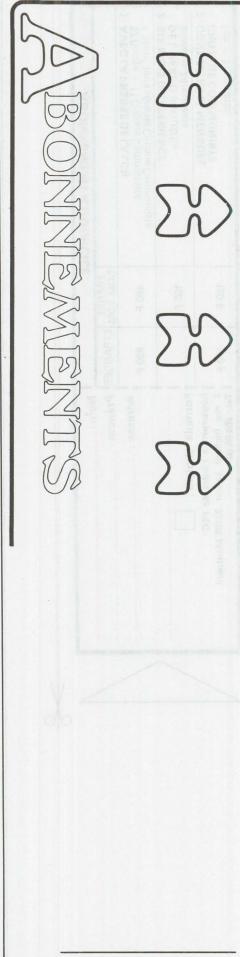
La réalité heureusement a peu de chose à voir avec cette conception de développement linéaire démocratique de la situation. La mobilisation et la conscience ouvrières, organiquement liées, procèdent par bonds. Quand la première progresse, la seconde, toujours en retard, évolue dans le même sens et d'autant plus rapidement que l'intervention des révolutionnaires le permet. Par contre quand la mobilisation recule profondément, la conscience régresse d'autant plus (que resterait-il dans ce cas des longs efforts pour faire faire aux travailleurs l'apprentissage du contrôle à travers l'utilisation des Comités d'Entreprise, comme le prône la «Gauche autogestionnaire»?).

Notre démarche part de cette réalité, et de cette certitude : comme le montrent les mobilisations dans les usines et les bassins industriels menacés, les travailleurs seront amenés à réagir de plus en plus brutalement et globalement à l'offensive du capital financier et du gouvernement. Le pays tout entier s'achemine vers une série de crises et d'affrontements qui peuvent provoquer de brusques changements dans la situation. Dans ce cadre, il n'est pas essentiel de préciser en détail dans un plan de rupture avec le capitalisme, des objectifs «gagnables» si le gouvernement le veut bien, même si c'est la mobilisation qui les impose; les travailleurs, leurs organisations de lutte (syndicats et comités) et parmi eux les révolutionnaires s'en chargeront. Par contre, il est indispensable de désigner des objectifs réalisables par la mobilisation si elle s'en donne les moyens, et qui impliquent une rupture avec le gouvernement, comme condition pour que la mobilisation s'oriente vers une rupture avec le capitalisme,

Cette démarche, que certains qualifieront de trop «radicale», est à notre avis la seule qui définit non seulement les objectifs de cette rupture mais également ses moyens (mobilisation ouvrière, grève générale, comités et contrôle ouvrier...) et surtout qui ne prétend pas rompre avec le capitalisme à partir d'une démarche démocratique et en contournant le gouvernement. Elle nous semble également la seule réaliste parce qu'elle part précisemment de la réalité et des lignes de force de son développement, non de son idéalisation démocratique telle que la distille la bourgeoisie et les sommets du mouvement ouvrier.

Opposition ouvrière ou Front populaire

Personne ne doit s'y tromper; cette discussion n'est pas académique, elle risque au contraire de prendre une grande importance pratique en relation avec les tensions qu'introduisent les premières batailles ouvrières (sidérurgie) et les diffi-



⁽²⁾ disponible à l'adresse ci-dessus.

⁽³⁾ Les grandes lignes d'une plate-forme de rupture avec le capitalisme aujourd'hui.

Réglement à l'ordre de PEC 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil	170 F	150 F	3- CONNAITRE LE MENSUEL. CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros
Formule choisie:	3	160 F	2-SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros
Adresse:	500 F	450 F	1- AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste
Prénom :	FRANCE DOM-TOM ETRANGER Prénom:	FRANCE DOM-TOM	
Nom:		E	ABONNEMENT A DOMICILE

cultés grandissantes du PC à se maintenir au gouvernement.

La direction du PCF est pragmatique quand il s'agit de défendre l'ordre bourgeois et sa propre position dans la classe ouvrière. Elle peut être amenée à quitter le gouvernement (de son plein gré ou «chassée» par Mitterrand) sous la pression d'une importante mobilisation ouvrière, pour en prendre la tête et la mener à une capitulation devant le gouvernement ou à un compromis avec lui, préservant ainsi l'essentiel : la Ve République et la propriété privée capitaliste. Si une telle hypothèse se réalisait, il ne fait aucun doute que la direction du PCF afficherait un programme démocratique radical, exigeant des réformes et de nouvelles nationalisations, et qu'elle chercherait à nouer sur cette base une large alliance de type front populaire. Une telle évolution n'est pas obligatoire, elle dépend de la mobilisation ouvrière; mais elle peut être raisonnablement envisagée. Et la nouvelle montée ouvrière pourrait alors être confisquée, canalisée et bradée sur une table de négociation avec le gouvernement.

Ceux qui, aujourd'hui, maintiennent le flou sur le contenu de la rupture avec le capitalisme (faut-il rompre oui ou non avec la Ve République, le gouvernement Mitterrand et la propriété capitaliste ?) et sur la nature de la mobilisation qu'elle implique (révolutionnaire ou syndicaliste démocratique ?), seraient alors écartelés entre les véritables intérêts de l'offensive ouvrière et la manœuvre de l'appareil du PCF. Par contre une bataille résolue pour former une Opposition ouvrière au gouvernement peut préparer un tel tournant et offrir alors à la mobilisation une alternative de direction. C'est en tout cas dans cette dynamique qu'il est possible de préparer les militants et les travailleurs aux enjeux des affrontements qui s'annoncent.

Toujours du point de vue de cette préparation, et sans pouvoir ici développer suffisamment cet aspect des choses, pourquoi la LCR définit-elle son rassemblement comme un rassemblement contre l'austérité et contre l'Europe capitaliste uniquement? La plus puissante mobilisation révolutionnaire de ces dernières années en Europe n'a-t-elle pas été celle des ouvriers polonais contre la dictature stalinienne? Une des causes principales de son recul et de la victoire partielle de Jaruzelski n'est-elle pas son isolement non seulement de la classe ouvrière des autres pays d'Europe de l'Est mais également d'Europe occidentale? Les efforts pour rompre cet isolement et chercher à unifier le processus révolutionnaire dans toute l'Europe ne se sont-ils pas heurtés en particulier à la faiblesse de la mobilisation ouvrière en Europe capitaliste et à ses fortes illusions démocratiques ? La reprise de la montée ouvrière dans toute l'Europe de l'Ouest (mobilisation des métallurgistes ouest-allemands, des conseils d'usines italiens, des sidérurgistes français et espagnols, etc.) ne permet-elle pas à nouveau d'aborder cette tâche et de faciliter une seconde vague de la révolution polonaise, d'aider plus généralement à consolider la reprise de l'initiative des travailleurs, de la jeunesse et des intellectuels des autres pays d'Europe de l'Est (sensible en Hongrie, en Yougoslavie et en Tchécoslovaquie) contre les régimes de la bureaucratie stalinienne ? Sans doute la LCR veut-elle affirmer son rassemblement comme un rassemblement de lutte face à la farce des élections européennes, et mettre en évidence que les plans d'austérité et de chômage en France sont dictés par le capital financier européen. Mais n'est-ce pas aussi ce dernier qui dicte, à travers le FMI, les conditions économiques et sociales de la normalisation stalinienne en Pologne? N'y a-t-il pas collusion et coordination étroite entre la bureaucratie du Kremlin et ses bureaucraties satellites avec les bourgeoisies européennes - souvent représentées par leurs valets sociaux-démocrates - pour étrangler les processus révolutionnaires en Europe ? N'y a-t-il pas à l'opposé communauté d'intérêts politiques, économiques et sociaux entre tous les ouvriers d'Europe ? C'est ce que les révolutionnaires internationalistes expriment en opposant au Marché commun capitaliste et aux dictatures staliniennes de l'Est la perspective des Etats-Unis Socialistes d'Europe, réalisant l'unité de la révolution sociale à l'Ouest et de la révolution politique à l'Est. Mettre de côté le second aspect peut sans doute faciliter la réalisation de l'unité avec certaines fractions de l'appareil stalinien en France, mais nécessairement avec les objectifs d'un «Front populaire», c'est-à--dire à l'opposé de la recherche de l'unité révolutionnaire européenne et y compris de cette même unité en France. Qui peut croire en effet que les très nombreux travailleurs profondément écœurés par le stalinisme entrerons à nouveau dans la lutte sous sa direction? Qui ne voit que la principale force des illusions ouvrières dans les «démocraties» occidentales repose sur les caricatures staliniennes du socialisme en URSS et en Europe de l'Est ? Au contraire, la lutte pour former une opposition ouvrière en France, intimement liée à celle pour aider à la formation de telles oppositions à l'Est, est le meilleur gage de la réalisation de cette unité révolutionnaire nationale et européenne. Nous aurons, nous l'espérons, l'occasion d'en débattre plus en détails si s'organise la lutte commune.

Engageons ensemble le regroupement d'une Opposition ouvrière au gouvernement! Nous ne cesserons de répéter cette exigence simple pour préparer l'avenir. LCR, LO, PCI, LOR et d'autres, chacune de nos organisations est une expression particulière de cette opposition. Regroupons-nous donc! Préparons ensemble une CONFERENCE NATIONALE POUR UNE OPPOSITION OUVRIERE, qui devrait entre autres discuter et adopter une plate-forme de rupture avec le capitalisme. Soumettons ce débat lui-même au jugement des travailleurs tout en leur présentant un Front unique pour impulser leurs luttes. N'est-ce pas la démarche nécessaire si l'on veut se déterminer avant tout en fonction des intérêts des travailleurs et de leur mobilisation?

Daniel ASSOULINE pour la Ligue Ouvrière Révolutionnaire

En souscription jusqu'au 9 juin__

La pensée vivante de Sandino

Un ouvrage fondamental pour comprendre les origines de la révolution nicaraguayenne : les écrits de Sandino, traduits pour la première fois en français.

Introduction de Sergio Ramirez, coordinateur de la Junte de gouvernement et une présentation de Jean Ziegler.

Total à payer :

70 Faulieude 95 F

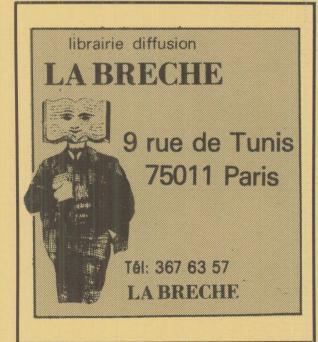


Je souscris pour exemplaires à $70 \, F$ Frais de port $\times 13.10$ par exemplaire :

Procurez - vous INPRECOR n° 174, 28 mai

au sommaire:

Etat espagnol
Grande - Bretagne
RFP
capitalisme et santé
femmes
Belgique Suède France





Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC Rédaction et administration : 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil tél : 859 00 80 Directeur de la publication : Robert March. Imprimerie Rotographie.

ISSN 0298-2068. Nº CP: 56 5511